

LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION JURIDICTION D'INSTRUCTION

Thèse pour le Doctorat
soutenue publiquement
dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le Mardi 13 Avril 1937, à 14 h. 15

par

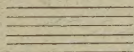
RENÉ BERLEMONT

Avocat Stagiaire à la Cour d'Appel de Caen
Attaché au Parquet

JURY D'EXAMEN

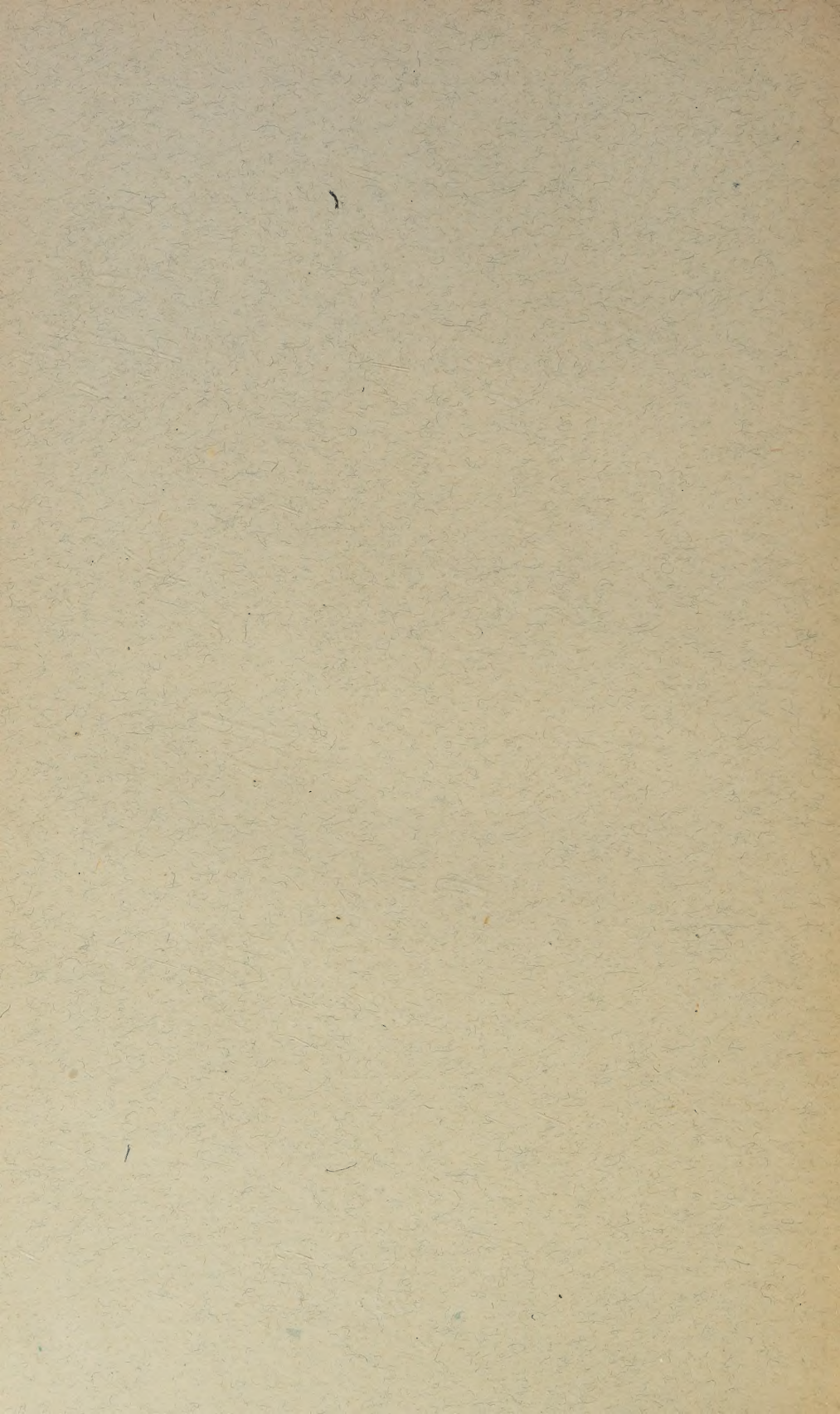
Président : M. PERREAU, Professeur.

Suffragants { M. YVER, Professeur.
M. PERCEROU, Agrégé.

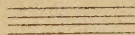


Imprimerie et Papeterie de Normandie
OZANNE & C^{ie}
16 à 22, Rue des Rosiers, CAEN

1937



LA CHAMBRE
DES
MISES EN ACCUSATION
JURIDICTION D'INSTRUCTION



UNIVERSITÉ DE CAEN - FACULTÉ DE DROIT

ANNÉE SCOLAIRE 1936-1937

Doyen :

M. HENRY NEZARD (*, I. ☉).

Doyen honoraire :

M. EUSTACHE PILON (*, I. ☉).

Assesseur du Doyen :

M. GOMBEAUX (*, I. ☉).

Professeurs honoraires :

MM. CABOUAT (O. *, I. ☉) ;

DEGOIS (I. ☉).

Professeurs :

- MM. NÉZARD (*, I. ☉), professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation Minière ;
GOMBEAUX (*, I. ☉), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé ;
BRIDREY (*, I. ☉), professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit Public ;
LEPARGNEUR (*, I. ☉), professeur de Droit commercial ;
LEMONNIER (I. ☉), professeur de Droit civil ;
PERREAU (☉), professeur de Droit criminel, chargé du Cours de Droit civil approfondi et comparé ;
LAMPUÉ (☉), professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel ;
YVER, professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé, chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de la Normandie ;
PRUD'HOMME (*, *, ☉), professeur de Procédure Civile et de Voies d'Exécution ;
FRÉJAVILLE, professeur de Droit civil ;
BESNIER, professeur de Droit Romain ;
LEDUC, professeur d'Economie Politique, chargé du Cours d'Histoire des Doctrines Economiques et du Cours de Législation Financière ;
SAINT-GERMÈS, professeur d'Economie politique ;
PERCEROU, agrégé, chargé du Cours de Droit Maritime et du Cours de Législation Industrielle.

Secrétaire :

M. ROUX (☉, *, I. ☉), Secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION JURIDICTION D'INSTRUCTION

Thèse pour le Doctorat
soutenue publiquement
dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le Mardi 13 Avril 1937, à 14 h. 15

par

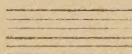
RENÉ BERLEMONT

Avocat Stagiaire à la Cour d'Appel de Caen
Attaché au Parquet

JURY D'EXAMEN

Président : M. PERREAU, Professeur.

Suffragants { M. YVER, Professeur.
M. PERCEROU, Agrégé.





Dédié à mes chers Parents

INTRODUCTION

Comme son nom même l'indique, la raison d'être de cette juridiction est de mettre en accusation, c'est-à-dire, en employant les expressions techniques du droit pénal : déclarer qu'il existe contre telle personne, charges suffisantes pour qu'elle soit jugée par la Cour d'assises, comme prévenue d'avoir commis un crime.

L'extrême importance d'une pareille charge fait de sa réglementation l'un des points les plus graves du droit criminel et cela de ce fait que deux tendances diamétralement opposées doivent s'y trouver conciliées : la protection de l'ordre public par une bonne répression de la criminalité, et la protection de la liberté individuelle par la défense effective des inculpés.

Il est avant tout nécessaire, dans toute société qui veut vivre, que le pouvoir judiciaire ait à sa disposition des procédés énergiques et puissants, qu'il soit doté de moyens allant jusqu'à l'usage assez étendu de la contrainte, pour pouvoir arriver à une répression rapide et sûre de la criminalité.

Mais à l'inverse, une bonne organisation de la liberté individuelle n'est-elle pas aussi un devoir pour le législateur ? Que de situations injustes ne manquerait pas de provoquer son abandon ! L'un des plus grands intérêts des individus est qu'ils ne courent pas le risque d'être inquiétés par des poursuites exercées à la légère. La mise en accusation d'un individu le frappe dans sa réputation, dans sa prospérité, presque toujours dans sa liberté. Il se crée fatalement contre lui

un préjugé qui peut aboutir, malgré une décision de non-culpabilité, aux plus funestes conséquences. Faustin-Hélie dit très justement à ce sujet : « La mise en accusation lui inflige en quelque sorte un premier châtimement avant qu'il soit certain qu'il mérite un châtimement » (1).

Et c'est aussi très grave pour la justice elle-même, que les poursuites qu'elle a commencées aboutissent en grand nombre à des acquittements.

Il faut qu'il y ait un recours contre les premiers actes de l'instruction qui peuvent être le résultat d'apparences trompeuses. Il faut que la mise en jugement n'ait lieu qu'après l'accomplissement de certaines formes permettant de s'assurer que les éléments contenus dans la procédure sont assez graves pour motiver le renvoi devant le tribunal compétent.

C'est la chambre des mises en accusation qui, « comme une puissante barrière élevée entre l'instruction et les juridictions de fond, arrête et rejette toutes les poursuites qui sont démunies de fondement, toutes les procédures témérement commencées et dont la continuation constituerait un abus judiciaire » (2).

L'importance de cette juridiction, son rôle capital, exigent qu'avant l'étude de ses caractères mêmes, il soit procédé à une description rapide de ses antécédents dans les droits ancien et intermédiaire, afin de voir quelle a été l'évolution de ce rouage qui commande le jugement au fond.

Il résulte des directives de l'ordonnance sur la procédure criminelle de 1670, que la première phase de l'instruction était confiée au lieutenant criminel ; c'était lui qui remplissait le rôle donné dans la légis-

1. *Traité de l'Instruction criminelle*, T. v, n° 2009, p. 5.

2. FAUSTIN-HÉLIE, T. v, n° 2009.

lation actuelle au juge d'instruction. Mais la suite de l'instruction, malgré le peu de cas que l'on faisait à cette époque des droits de la défense, n'était pas laissée entre les mains du seul lieutenant criminel. Une juridiction composée de trois juges et siégeant en chambre du conseil, examinait l'affaire et décidait si l'instruction méritait d'être instruite ; dans ce cas elle rendait une ordonnance qui constituait le règlement à l'extraordinaire, ce qui avait pour conséquence de soumettre l'accusation à la procédure extraordinaire substituée à la procédure publique de l'audience.

Mais sur quoi cette juridiction se basait-elle pour décider si l'accusation méritait d'être instruite, après que les témoins eussent été « récolés en leurs dépositions et, si besoin est, confrontés avec l'accusé » ? C'était non pas comme dans la législation présente, sur un examen de la gravité des charges, mais simplement sur la gravité du fait incriminé et la peine qu'il pouvait mériter. Muyart de Vouglans explique que c'est « parce que, quand même la preuve qui résulterait des charges et informations serait légère, il en pourrait survenir de nouvelles » (1).

Ainsi les attributions des juges étaient-elles très peu étendues, leur examen étant concentré sur la qualification du fait ; ils n'avaient aucunement à apprécier la gravité des présomptions sur lesquelles se fondait l'accusation. Nous n'en sommes pas moins ici en présence de la première juridiction préliminaire pour examiner les actes de l'instruction écrite.

Ses caractères, son rôle qui est de statuer sur les résultats de l'instruction et les suites à donner, son pouvoir d'examiner en chambre du conseil, se rappo-

1. *Instruction Criminelle*, p. 495.

chent fortement de ceux de notre chambre d'accusation et il n'est pas douteux que ce soit là que le législateur ait puisé son principe même, après l'essai fait par lui du jury d'accusation.

En effet, dès 1789, le grand souffle de liberté qui transforma tant d'institutions n'épargna pas la procédure criminelle, dont les règles étaient si opposées aux idées des esprits de ce temps. Et pour remplacer le système où, comme dit Agradault, tout se passait entre murailles muettes et sourdes, on fit appel à la pratique du jury, reconnue comme étant la base nécessaire de la justice pénale. Elle convenait parfaitement, à ce moment, à un peuple imbu de cette idée que sa liberté serait perdue s'il n'exerçait lui-même le pouvoir de juger.

C'est au cours de la séance du 5 janvier 1791 que l'Assemblée Constituante décréta : « L'instruction et la procédure criminelle sera faite publiquement en présence des juges et des jurés, elle sera écrite et ensuite remise aux jurés pour y avoir tel égard que de raison ». Ainsi étaient posés les principes de la nouvelle organisation de l'instruction criminelle.

Le jury d'accusation ainsi créé était composé de huit membres. Ces huit jurés guidés dans leurs délibérations par un juge, le directeur du jury, prononçaient sur-le-champ, sur les accusations qui leur étaient soumises ; en effet, ils ne pouvaient jamais instruire d'office : ils étaient saisis par un acte d'accusation dressé par le juge ou la partie plaignante. Le directeur du jury leur faisait un exposé de l'objet de l'accusation ; puis après la communication des pièces de la procédure, les différents témoins à charge étaient entendus de vive voix de même que la partie plaignante. Il est étonnant de constater que dans un tel système où tout semble tendre à la protection de la défense, à aucun moment les jurés n'entendent ni les témoins à décharge ni le

prévenu qui ne sera pas représenté et ne pourra pas faire parvenir de mémoire.

De plus, il n'est fait place ni à la publicité de l'instruction, ni à la contradiction, ni à l'assistance d'un conseil. Ainsi, seule l'accusation se déroulera parfaitement et complètement devant les jurés. Il faut en chercher la raison dans la limitation des attributions qui leur sont données. En effet, bien que supérieures à celles de la juridiction antérieure, elles se réduisent à peu de choses : l'appréciation des charges relevées contre l'accusé. Et dans ce cas on comprend que l'examen des moyens de défense de ce dernier soit tout à fait inutile. Il y a encore une autre raison ; c'est que le législateur, bien que très favorable au jury, s'est rendu compte qu'il n'était pas possible à des jurés, devant lesquels on aurait fait l'instruction complète, de faire la distinction entre l'accusation et le jugement.

Mais cette institution ainsi créée artificiellement, et sans aucune racine dans le pays, n'a rien apporté qui soit durable dans l'organisation de la mise en accusation et il n'y a aucun rapprochement nouveau à opérer avec la juridiction actuelle.

Créé à une époque où, par réaction contre l'ancienne tendance, tout devait se ramener à la protection de la liberté individuelle, le jury d'accusation, par là même qu'il sacrifiait quelque peu les nécessités de l'ordre social, ne pouvait plus convenir au temps du Consulat. A cette époque où l'on aspirait au rétablissement rapide de l'ordre, les décisions des jurés apparurent empreintes de trop de mollesse et d'indulgence.

Cependant, le jury ne fut pas supprimé tout de suite, mais sa procédure subit de graves modifications. Les jurés n'entendirent plus ni les témoins, ni la partie plaignante ; ils dûrent statuer sur le vu de l'instruction écrite faite par le directeur du jury devenu juge d'ins-

truction et par là même chargé seul de procéder à tous les actes de l'instruction. Mais, pour en revenir au jury, il arriva que les jurés qui n'avaient aucune aptitude pour juger sur pièces se laissèrent entièrement guider par ce juge qui, ayant mené l'instruction, était favorable à l'accusation. Leur utilité ayant ainsi pratiquement disparu, il fallut songer à les remplacer et à chercher ailleurs des garanties contre le trop grand pouvoir pris par le juge d'instruction.

Ce qu'il y a d'intéressant dans cette évolution, c'est que nous voyons pour la première fois ici statuer sur la mise en accusation uniquement sur le vu de l'instruction écrite ; en effet, dans sa première phase le jury pouvait entendre le plaignant et les témoins à charge ; et la juridiction de notre ancien droit pouvait instruire par « récolements et confrontations ». Il y a un rapprochement à faire avec notre juridiction actuelle qui elle aussi ne statue sur la mise en accusation, que sur pièces.

Cependant les discussions au Conseil d'Etat, en vue de remplacer le jury d'accusation furent longues et l'idée d'un jury complètement transformé fut encore soutenue, en particulier par Treilhard. Puis on en vint à l'idée de remplacer ce contrôle populaire par la surveillance des tribunaux supérieurs. Cambacérès fut l'un des premiers à soutenir cette réforme (1). Mais ces vues nouvelles devaient tarder à être adoptées et ce n'est qu'en 1808, devant l'hostilité très nette de l'Empereur, que le jury d'accusation fut définitivement écarté. Et à ce moment deux tendances opposées s'affrontèrent dans le but de remplacer le jury.

Pour certains, il n'y avait qu'à y substituer le

1. LOCRÉ, T. XXIV, p. 426.

tribunal civil, qui statuerait sur l'opportunité de la mise en accusation. Mais d'autres reprochaient à ce système de se baser sur un tribunal local qui céderait trop souvent aux influences qui allaient s'exercer autour de lui, et ils préconisaient de placer le principe de toute mise en accusation dans les Cours d'appel, qui offrent toutes les garanties d'indépendance et se composent de magistrats d'ordre supérieur et placés au-dessus des passions locales.

Mais ce système rencontra lui aussi de nombreux contradicteurs groupés autour de Treilhard. Ils objectaient que les lenteurs seraient inévitables ; que, d'autre part, l'accusé qui viendrait en Cour d'Assises après que l'affaire eût déjà été examinée par une Cour d'appel, serait chargé de préventions trop fortes ; qu'enfin cette attribution donnée à la Cour tendrait à faire dégénérer l'accusation en une simple formalité étant donnée la procédure consistant seulement dans la lecture des pièces.

A ces critiques, l'Empereur, qui soutenait l'idée de l'intervention de la Cour, répondit que pour éviter de tels inconvénients, on pouvait donner aux accusés des défenseurs (1). Il est curieux de voir proposer une pareille réforme par le chef d'un régime autoritaire tendant à assurer impitoyablement la répression du crime, bien plus qu'à garantir la liberté individuelle.

Mais on en vint simplement à modifier puis à combiner les deux systèmes pour en arriver à celui préconisé par Cambacérès. Sur la proposition de Merlin, fut adopté le système du recours obligatoire qui donnait au prévenu une garantie contre l'erreur possible des premiers juges ; le système du recours facultatif fut réservé

1. LOURÉ, T. XXIV, 636-640.

aux ordonnances du juge d'instruction autres que celles reconnaissant à un fait le caractère de crime.

Ainsi après tout cet enchaînement de considérations et de propositions, les bases d'un système régulier d'accusation étaient enfin trouvées. L'instruction, à la suite d'un fait qualifié crime par la loi, devait être soumise à un double degré de juridiction, à la chambre du conseil du Tribunal de première instance, puis à l'une des sections de la cour d'appel statuant également en chambre du conseil. De cette façon, il était fait place aux deux systèmes opposés et, suivant l'expression de Treilhard, étaient mis également à couvert l'intérêt social et l'intérêt individuel de l'accusé. La garantie du jury d'accusation était remplacée par celle de la Cour d'appel et ainsi la mise en accusation d'un citoyen, après le premier contrôle de la chambre du conseil, devait obligatoirement être soumise à une juridiction assez élevée pour dominer toutes les influences et réprimer tous les abus de pouvoir.

Mais en ce qui concerne la chambre du conseil que le Code de 1808 adjoignait au juge d'instruction, elle constituait avec lui le premier degré de la procédure d'instruction. Elle devait apprécier les résultats de l'instruction ; mais l'opinion d'un seul juge sur trois était suffisante pour la décision de mise en prévention, et ce juge pouvait être le juge d'instruction. Ainsi, ce dernier, s'il jugeait que l'infraction devait être punie de peine afflictive et infamante, pouvait, par lui seul, après avoir simplement consulté les deux autres juges, faire renvoyer l'affaire devant la chambre d'accusation.

La chambre du Conseil était ainsi pratiquement inutile ; l'adjonction de deux juges au juge d'instruction était une superfétation de procédure. Elle subit de nombreuses critiques qui aboutirent à la loi du 17

juillet 1856, qui a supprimé la chambre du conseil et transporté ses attributions au juge d'instruction.

La chambre des mises en accusation devient donc la seule juridiction qui, placée au seuil de la justice, n'en permet l'accès qu'aux poursuites régulièrement et justement exercées.

Cette juridiction, nous avons vu dans cette introduction, par quelles formes elle est passée pour arriver à se constituer dans l'état où nous la trouvons dans le Code de 1808, et à la suite de quelles discussions et de quels tâtonnements.

Depuis cette époque, plusieurs interventions du législateur ont quelque peu modifié les détails d'organisation, les attributions ou la procédure de cette juridiction ; telles sont la loi du 17 juillet 1856 donnant en particulier à l'inculpé le droit de former appel de certaines ordonnances du juge d'instruction ; la loi du 9 avril 1919 modifiant la composition de la chambre ; les lois des 7 février 1933 et 25 mars 1935, donnant à la chambre d'accusation certains pouvoirs en ce qui concerne la détention préventive et modifiant dans certains cas sa procédure.

Nous allons nous attacher à étudier les principes actuels de la chambre d'accusation, à la suite de ces quelques modifications légales, et conformément à la jurisprudence récente de la Cour de Cassation.

Nous examinerons ainsi, son organisation et sa composition, puis ses différentes attributions, la procédure suivie devant elle, enfin les divers arrêts qu'elle peut avoir à rendre.

Ces arrêts terminent l'instruction écrite. La mission de la chambre des mises en accusation est alors accomplie ; elle ne pourrait nullement par la suite faire aucun acte d'instruction valable concernant les

mêmes faits : elle s'est entièrement dessaisie par l'arrêt qu'elle a rendu. Aussi laisserons-nous, à dessein, de côté ce qui se rapporte au pourvoi pouvant être formé contre ses arrêts ; cette question, bien que quelquefois traitée à la suite de la chambre des mises en accusation, ne rentre pas dans le cadre même d'une étude sur cette juridiction.

Nous écarterons, de même, certaines de ses attributions qui ne s'exercent pas dans la phase de l'instruction préparatoire, et qui concernent la réhabilitation judiciaire, l'extradition.

PREMIÈRE PARTIE

COMPOSITION & ORGANISATION

Le Conseil d'Etat en était arrivé, après d'âpres discussions, comme nous l'avons vu précédemment, à décider qu'il y aurait recours forcé contre toutes les ordonnances du juge d'instruction, reconnaissant à un fait le caractère de crime, et un recours facultatif contre les autres ordonnances. Il décida d'autre part que les Cours d'appel seraient les juridictions devant lesquelles seraient portés ces recours. Mais les Cours impériales étant divisées en vertu de l'art. 5 de la loi du 20 avril 1810 en chambres ou sections, il fut décidé qu'une section de la Cour, spécialement créée à cet effet, serait chargée uniquement de statuer sur les mises en accusation et les appels formés contre les ordonnances du juge d'instruction. Cette chambre devait primitivement se composer d'au moins cinq conseillers. Mais elle dut, elle aussi, et même antérieurement aux autres chambres de la Cour d'appel, subir une amputation dans le nombre de ses membres : la loi du 28 avril 1919 réduisit en effet les conseillers la composant à trois. Nous sommes loin du temps où les cours se composaient de vingt-sept conseillers, et où la chambre d'accusation pouvait comprendre huit membres ! D'autre part, ce chiffre de trois est à la fois un minimum et un maximum. Ainsi en a décidé un arrêt récent de la Cour de Cassation qui a cassé un arrêt de la chambre d'accu-

sation rendu par cinq conseillers (1). Cette question présente d'ailleurs moins d'intérêt à l'heure actuelle ; en effet, le décret-loi du 25 juin 1934 a réduit à trois le nombre des conseillers siégeant dans les autres chambres. La mesure prise par la loi du 28 avril 1919 étant ainsi généralisée, il y a tout lieu de croire que la Chambre des mises en accusation ne sera plus tentée de rendre des arrêts avec cinq magistrats.

Si le nombre des conseillers a ainsi été sensiblement modifié depuis la rédaction du Code d'Instruction Criminelle, l'organisation de la chambre d'accusation a subi aussi d'importants changements. L'art. 15 du décret du 6 juillet 1810, réglant cette question, portait : « Chaque année le tiers des membres d'une chambre passera dans une autre chambre, dans l'ordre qui sera réglé par un décret particulier ». Ainsi aucune distinction entre les chambres civile, criminelle et d'accusation : la chambre d'accusation était comme les deux autres soumise au roulement annuel, mais aussi c'était une chambre absolument spéciale, dont les conseillers lui étaient exclusivement attachés et dispensés de tout autre service, si ce n'est le service accidentel des vacations.

La pensée des rédacteurs du Code était que cette chambre doit prendre des décisions, doit se livrer à l'examen d'affaires qui demandent une expérience particulière, et qu'il en résulte que les magistrats qui la composent doivent pouvoir se consacrer exclusivement à leur fonction.

Mais cette organisation a été modifiée par une Ordonnance du 5 août 1844 qui décida : « Les magis-

1. Cass., Ch. crim., 3 janv. 1924. B. C. n° 1 ; D. H., 1924, 63.

trats composant la Chambre des mises en accusation des cours royales feront en outre le service des autres chambres entre lesquelles ils seront répartis.. » (1). De plus, depuis, un décret du 12 juin 1880, les membres des chambres d'accusation pourront, suivant intérêt du service, être attachés à une même chambre ou répartis entre les autres chambres de la Cour. Les Cours d'appel, au moment où elles arrêtent leur roulement, ont ainsi toute latitude pour composer la chambre d'accusation.

Ces mesures n'en sont pas moins très regrettables : elles ont fait perdre à cette chambre son unité et par là même une partie de sa force. « Il était utile que dans le sein de chaque cour, quelques magistrats spécialement adonnés à cette partie du droit puissent en accréditer les doctrines et en maintenir les règles » (2).

Etant donné l'état squelettique dans lequel sont laissées de nombreuses cours d'appel dans lesquelles les conseillers mis à la retraite ou décédés ne sont même pas remplacés, il faut dire que cette répartition des membres de la chambre d'accusation dans les autres chambres, est nécessaire puisque l'effectif actuel de la plupart des cours serait insuffisant pour qu'il en soit autrement. Cette organisation n'en reste pas moins critiquable. Et l'on peut trouver là l'une des nombreuses raisons qui peuvent être invoquées en faveur de la restitution aux Cours d'une partie de leurs effectifs antérieurs.

Le décret du 6 juillet 1810 avait prévu dans certains cas une autre composition de la chambre d'accusation.

1. Elle rappelle à cet égard la Chambre de la Tournelle de notre ancien Parlement de Paris.

2. FAUSTIN-HÉLIE. — *Traité de l'Instruction Criminelle*, T. v. n° 2128.

« Lorsque le Procureur Général estimera qu'à raison de la gravité des circonstances dans lesquelles une affaire se présente, ou à raison du grand nombre des prévenus, il est convenable que le rapport qu'il doit faire en conséquence de l'art. 218 du Code d'Instruction Criminelle soit présenté à deux chambres d'accusation réunies dans les cours où il y a plusieurs chambres d'accusation, ou à la chambre d'accusation dans les cours où il n'y en a qu'une, réunie à la chambre qui doit connaître des appels de police correctionnelle : les dites chambres seront tenues de se réunir, sur l'invitation qui leur en sera faite par le Procureur Général, après en avoir conféré avec le Premier Président. »

Il résulte de ce texte que le Procureur Général est seul juge d'apprécier l'opportunité de cette mesure mais qu'il doit avant d'inviter les deux chambres à se réunir, en conférer avec le Premier Président, cette conférence ayant pour but de permettre à ce dernier de régler le service de manière à ce que la mesure provoquée ne trouve aucun obstacle. Il est même convenable que l'invitation soit adressée au Premier Président et que ce soit ce magistrat qui ordonne la réunion. (1)

Quoi qu'il en soit, c'est une mesure d'administration dont les chambres ainsi réunies n'ont point à apprécier l'utilité et dont les accusés ne peuvent se faire un grief (2).

Cependant, cette mesure, prévue par le décret du 6 juillet 1810, semble avoir été rarement appliquée, et elle est aujourd'hui tombée dans l'oubli (3).

1. LEGRAVEREND. — *Législation criminelle*, T. I. p. 429. — MANGIN, *De l'Instruction écrite*, T. II, p. 116. — FAUSTIN-HÉLIE, T. V., n° 2129.

2. Cass., 9 déc. 1847. S. 48, 1, 73 ; 4 mars 1831. J. P., T. XXIII, p. 1286.

3. Cours de M. HUGUENY, 1934-1935.

En cas d'empêchement de l'un des conseillers désignés annuellement pour former la chambre, celle-ci sera complétée par l'un de ceux des autres chambres et même, à leur défaut, par l'adjonction d'un avocat ou d'un avoué (1). Ainsi ce sont les règles ordinaires de l'organisation judiciaire qui s'appliquent à la chambre d'accusation.

Sa composition n'est régulière que par la présence et le concours des conseillers désignés par le roulement annuel pour y siéger ou des conseillers régulièrement appelés à les remplacer. Et dans ce dernier cas, il a été jugé qu'il n'y a pas lieu d'indiquer dans l'arrêt les motifs pour lesquels un conseiller étranger a été appelé, que la nécessité du remplacement est présumée par cela seul qu'il est constaté que ce magistrat a été mandé pour compléter la chambre et qu'il n'est pas nécessaire de constater l'empêchement particulier qui l'a fait appeler (2).

Enfin en ce qui concerne la question des causes d'abstention, de récusation ou d'incompatibilité, ce sont les règles générales qui s'appliquent. Cependant il y a un point spécial, c'est que les membres de la chambre d'accusation ne peuvent trouver dans leurs fonctions aucune cause d'exclusion.

Ainsi, le conseiller membre de la chambre d'accusation, qui a été délégué pour procéder à un supplément d'information, continue à faire partie de cette chambre et peut concourir à la mise en accusation (3).

En conséquence, il a été jugé que le conseiller

1. Cette dernière solution est d'ailleurs adoptée seulement en cas de nécessité. — F. HÉLIE et DEPEIGES, T. I, p. 479.

2. Cass., 19 décembre 1850. B. C., n° 425 — 13 août 1874. B. C. 233.

3. Cass., 27 juillet 1907. B. C. n° 348 ; S. 1909, I, 159-9 déc. 1926. B. C. n° 399 ; D. H. 1927, 67.

instructeur pourra participer à un arrêt rendu sur l'appel formé contre l'ordonnance par laquelle il s'est déclaré incompétent pour statuer sur une demande de mise en liberté provisoire, la forme en laquelle il a statué sur cette demande ne suffisant pas pour imprimer à l'ordonnance le caractère d'un acte de juridiction (1).

Aucun texte ne peut contrarier ces solutions de la jurisprudence, ni l'art. 257 du Code d'Instruction Criminelle qui concerne uniquement la composition de la Cour d'assises ; ni l'art. 1 de la loi du 8 décembre 1897 qui ne se rapporte qu'au juge d'instruction. Les situations sont d'ailleurs toutes différentes. Le juge d'instruction, à lui seul, forme une juridiction ; il serait choquant de le voir pénétrer dans une autre juridiction où il aurait à donner son avis pour la deuxième fois dans la même affaire. Le conseiller rapporteur, au contraire, est déjà membre de la chambre d'accusation, il garde, malgré la mission qui lui a été confiée, sa qualité de juge et les fonctions qui dérivent de cette qualité.

Cette solution n'en est pas moins critiquable et en particulier lorsqu'il s'agit d'appel formé contre ses propres ordonnances. Il y a un motif d'équité qui s'oppose à ce que ce magistrat soit juge de ses propres jugements ; il lui est difficile d'être impartial et indépendant ; il faudrait, pour la bonne administration de la justice, qu'il soit exclu (2).

Cependant la jurisprudence va même plus loin : elle décide qu'il est indispensable que le conseiller prenne part à l'arrêt rendu sur la procédure qu'il a instruite. « Il continue de faire partie de la chambre

1. Cass., 27 juill. 1907. B. C. n° 348 ; S. 1909, 1, 169.

2. Note de M. Roux dans l'arrêt précité.

d'accusation en ce qui touche l'affaire dont il a dirigé l'instruction lors même que le roulement l'en a fait sortir et *il doit* dès lors prendre part à la délibération et à la décision à intervenir » (1).

La même solution est donnée par la jurisprudence lorsqu'il s'agit d'un conseiller nommé rapporteur : « La disposition de l'art. 6 du décret organique du 30 mars 1808, d'après laquelle le conseiller nommé rapporteur dans la chambre dont il est sorti ensuite par roulement, doit revenir dans cette chambre pour y faire le rapport dont il a été chargé, est impérative, fondée sur les convenances d'une bonne administration de la justice. » (2)

La chambre des mises en accusation étant ainsi composée, doit se réunir une fois par semaine. D'autres réunions peuvent en outre avoir lieu sur la convocation de son président et sur la demande du procureur général toutes les fois que les affaires dont elle est saisie peuvent l'exiger. Elle se complète par le concours du ministère public, représenté par l'un des substituts du procureur général, et l'assistance du greffier.

Enfin, depuis la loi du 9 mars 1928, la chambre d'accusation, étant appelée à statuer sur des faits ayant le caractère d'infractions militaires, se voit prescrire dans ce cas de remplacer un conseiller par un juge militaire. La présence de ce dernier serait irrégulière, et entraînerait la cassation de l'arrêt, si elle était saisie d'un délit de droit commun commis par un militaire. (3)

1. Cass., 9 décembre 1926. B. C. n° 299 ; D. H. 1927, 67.

2. Cass., 4 novembre 1932. B. C. n° 228 ; D. H. 1932, 591.

3. Cass., 14 juin 1929. B. C. n° 167 ; D. H. 1929, 382.



DEUXIÈME PARTIE

ATTRIBUTIONS DE LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION

La volonté du législateur a été que soit constitué, dans chaque Cour d'appel, un centre d'instruction de toutes les affaires du ressort. C'est ce que fait apparaître cette partie de l'exposé des motifs de la loi du 20 avril 1810 : « Si les cours impériales rendent plénièrement la justice civile, elles deviennent aussi le centre d'instruction de toutes les affaires criminelles. » Et ce sont les chambres d'accusation qui ont été chargées de cette mission, qu'elles peuvent mener à bien grâce aux attributions dont elles ont été investies et qui en font d'une façon générale la juridiction d'appel des décisions rendues sur l'instruction, appel qui est facultatif dans certains cas, et obligatoire dans d'autres.

Elles connaissent en dernier ressort de l'instruction de toutes les procédures qui ont pour objet les faits qualifiés crimes. Elles connaissent comme deuxième degré de juridiction de toutes les ordonnances du juge d'instruction qui sont frappées d'appel. Elles sont, depuis la loi du 25 mars 1935, juges d'apprécier si la détention préventive des prévenus doit être prolongée au-delà de la durée normale des détentions préventives. Enfin, exerçant une haute surveillance sur toutes les procédures, elles peuvent évoquer les affaires en cours d'information et même étendre leur

instruction à des faits qui n'ont été l'objet d'aucune poursuite.

La chambre d'accusation, comme tout organisme investi d'une fonction juridictionnelle, n'a d'initiative qu'après avoir été mise en mouvement. Mais ce qu'il y a de tout à fait spécial et exceptionnel dans son fonctionnement c'est que, une fois saisie, la chambre d'accusation a les pouvoirs les plus larges pour connaître de la poursuite et même pour l'étendre à des faits et à des personnes impliquées par les procédures. (1)

Cependant il est une règle générale qui domine toute cette matière et qui limite dans une certaine mesure l'étendue des pouvoirs de la chambre d'accusation : elle n'est instituée que pour prononcer sur l'état de l'instruction et sur la compétence, par conséquent dans aucun cas elle ne pourra prononcer sur le fond, si ce n'est pour déclarer qu'il n'y a pas lieu à poursuivre. Sa compétence est ainsi limitée aux actes qui préparent le jugement. Elle serait par exemple totalement incompétente pour prononcer la suppression d'un mémoire produit devant elle. (2) Cela tout d'abord parce qu'elle empiéterait sur les attributions des juridictions de jugement, et ensuite parce qu'elle ferait application de sa procédure très particulière, pour rendre un jugement pour lequel la loi a exigé la publicité et l'observation du droit de défense pour les parties.

Nous allons examiner maintenant séparément et en autant de chapitres chacune des attributions de la chambre d'accusation.

1. GARRAUD. *Instruction Criminelle*. T. III, n° 1038.

2. Cass., 25 août 1837. B. C. n° 252.

CHAPITRE I

La Mise en Accusation

C'est la fonction première, la fonction initiale de cette juridiction, celle pour laquelle elle a été créée et à laquelle elle doit son nom.

Quand, dans son règlement de l'instruction préparatoire, le juge d'instruction a estimé que le fait poursuivi était un crime, et qu'il a rendu une ordonnance de transmission des pièces au procureur général, la procédure est nécessairement remise à l'examen de la chambre des mises en accusation. Dans ce cas, le recours à cette juridiction est donc obligatoire. « Elle ne peut pas ne pas être saisie. Elle sert de concierge à la Cour d'assises dont elle ouvre ou ferme définitivement la porte d'entrée. » (1)

Elle sera saisie, en vertu de la transmission par le procureur général, des pièces, des préventions relatives aux faits qualifiés crimes.

Lorsqu'une affaire lui aura ainsi été transmise, voyons quelle va être sa tâche. Elle devra avant tout examiner sa propre compétence, puis elle devra procéder à l'examen de la procédure, et dans le cas où elle la juge incomplète, ordonner un supplément d'information. Elle aura ensuite à apprécier les faits, les indices de culpabilité ; enfin à rechercher la qualification qui convient aux faits.

1. GARBAUD. *Instruction Criminelle*. T. III, n° 1037.

1^o EXAMEN DE LA COMPÉTENCE

Avant d'examiner le fond de l'affaire dont elle est saisie, la chambre d'accusation doit apprécier sa propre compétence. Elle doit s'assurer qu'il s'agit d'un fait dont la connaissance n'est pas réservée à un tribunal d'exception. Ainsi dispose l'art. 220 du Code d'Instruction Criminelle.

« Si l'affaire est de la nature de celles qui sont réservées à la Haute Cour ou à la Cour de cassation, le procureur général est tenu d'en requérir la suspension et le renvoi, et la section de l'ordonner. »

L'examen de la compétence *ratione materiæ* se poursuit par la détermination de la nature légale du fait qui lui est soumis. Il faut que ce fait constitue un crime, un délit ou une contravention ; s'il ne peut être puni que de peines disciplinaires, la chambre devra se reconnaître incompétente. C'est ainsi que la Cour de cassation a jugé qu'une chambre d'accusation ne peut, après avoir déclaré qu'il n'y a lieu à suivre contre un notaire prévenu de faux, ordonner qu'il sera poursuivi par voie disciplinaire. (1)

Mais la chambre des mises en accusation a vu augmenter sa compétence depuis la loi du 9 mars 1928. Cette loi, en effet, dans le but d'assurer l'indépendance du juge d'instruction militaire vis-à-vis du général, a décidé que dans le cas où la peine encourue serait une peine criminelle, ce serait la chambre d'accusation qui ordonnerait la mise en jugement.

En ce qui concerne la compétence *ratione personæ*, ce sont les règles générales du droit criminel qui s'appliquent ici ; et pour la compétence *ratione*.

1. Cass., 8 oct. 1829. B. C. n^o 231; D. 29, 1, 368.

loci ce sont les principes posés par l'art. 63 Code Instruction Criminelle, bien que cet article n'ait visé que la compétence du juge d'instruction.

De plus, la chambre d'accusation doit rechercher s'il existe des exceptions, fins de non-recevoir qui arrêteraient l'action et la forceraient à arrêter son examen de l'affaire qui lui est soumise. Et elle a qualité pour apprécier toutes ces exceptions qui s'opposent à la poursuite, et pour statuer sur leur existence. Il a été jugé par la Cour de cassation que si les fins de non-recevoir peuvent être relevées d'office, à plus forte raison peuvent-elles être proposées par les parties ; et si la chambre d'accusation les rejette, elle a la faculté de statuer sur le fond par le même arrêt (1). Elle aura ainsi à statuer par exemple sur l'exception de chose jugée, la prescription, l'amnistie.(2) Dans le cas où elle reconnaîtrait leur existence, elle ne devrait pas passer à l'examen de l'affaire. En ce qui concerne l'amnistie, elle devra en admettre l'existence même dans le cas où des faits qui avaient été amnistiés dans une première qualification, lui seraient à nouveau soumis, sous une qualification différente. (3)

Enfin, il reste la question de savoir si la chambre d'accusation devra déclarer l'action publique éteinte et abandonner l'examen de l'affaire, dans le cas de l'épuisement de la pénalité. L'article 365 du Code Instruction Criminelle *in fine* porte en effet : « En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée » ; certains auteurs, et en particulier Mangin (4), avaient admis qu'il y avait

1. Cass., 13 août 1864. D. P. 64, 1, 407.

2. Cass., 20 décembre 1844. *Bull. crim.*, n° 408 - 7 juill. 1933. D. H. 33, 478.

3. Cass., 7 juill. 1933. D. H. 33, 478.

4. MANGIN. *Traité de l'action publique et de l'action civile*, II, 457.

là une fin de non-recevoir. On est en présence d'une infraction commise à la même époque ou antérieurement à une autre qui a fait l'objet d'une peine plus grave qu'il n'en pouvait être prononcée contre elle-même. Dans ce cas, de nombreux auteurs et la jurisprudence de la Cour de cassation sont au contraire d'avis qu'il n'est question que de l'application de la peine, et que ce point est de la compétence de la juridiction de jugement, mais n'a pas à être examiné par la chambre d'accusation. (1)

2^o EXAMEN DE LA PROCÉDURE

Quand la chambre d'accusation s'est rendue compte que l'affaire qui lui est soumise rentre bien dans les limites de sa compétence, elle examine si la procédure est complète et si l'instruction est en état d'être réglée. Tout d'abord elle peut juger l'instruction suffisante et passer à l'examen du fond de l'affaire. Ou bien elle estime qu'il existe des lacunes qui ne doivent pas subsister, que tous les points n'ont pas été soigneusement vérifiés.

Son rôle est assez important et lourd de conséquences pour qu'elle puisse ne l'examiner que lorsqu'elle a en mains la documentation la plus précise sur les faits. Au cas contraire, elle usera des prescriptions de l'art. 228 C. I. C. : « Les juges peuvent ordonner, s'il y échet, des informations nouvelles ». Bien que les termes employés par l'article soient assez peu affirmatifs, la jurisprudence l'a interprété en ce sens que la chambre des mises en accusation a un

1. ORTOLAN, II, 1818. — GARRAUD, II, n^o 177. — FÉQUANT. *La Chambre des mises en accusation*, p. 73.

Cass., 29 juill. 1882. S. 82, 1, 336 — 23 déc. 1880. B. C. n^o 243; D. 81, 1, 278.

pouvoir absolu d'appréciation pour ordonner un supplément d'information : elle peut exercer ce droit d'office ; elle en a seule l'initiative ; si bien qu'elle n'est liée ni par les conclusions des parties, ni par les réquisitions du procureur général.

Il a été jugé en ce sens que la chambre d'accusation peut prononcer immédiatement la mise en accusation sans ordonner de supplément d'information alors même que le procureur général n'a pris aucune réquisition au fond et s'est borné à requérir qu'il plût à la Cour d'ordonner avant faire droit l'apport de certaines pièces (1). Elle peut encore statuer au fond à l'égard de l'auteur principal bien que le réquisitoire du procureur général ne tende qu'à un supplément d'information à l'égard d'un complice (2). Cependant, en présence de conclusions tormelles, elle ne peut passer outre et statuer au fond en repoussant purement et simplement la demande qui lui a été faite : elle doit répondre expressément et donner les motifs de son refus (3).

Enfin en ce qui concerne cette question, la chambre d'accusation a un pouvoir souverain, et il n'appartient pas à la Cour de cassation de contrôler l'appréciation que la chambre d'accusation a faite des résultats de la procédure.

Mais lorsque la chambre a estimé qu'il y a lieu de se livrer à d'autres investigations que celles auxquelles a procédé le juge d'instruction et que la procédure n'est pas en état de recevoir une solution, son rôle est limité à faire office de juridiction et à ce titre

1. Cass., 4 nov. 1858. — B. C. n° 261 ; S. 59, 1, 367.

2. Cass., 24 fév. 1855. — B. C. n° 59.

3. Cass., 5 janv. 1900. B. C. n° 4 ; S. 1903, 1, 205 — 17 mars 1899. B. C., n° 56.

elle ne peut que rendre l'arrêt de plus ample informé ; mais elle ne peut procéder à des opérations d'instruction, telles que décerner un mandat, ou opérer un transport sur les lieux. Elle devra déléguer un de ses membres ou un juge du tribunal ; c'est ce que nous examinerons plus loin.

Elle peut enfin « ordonner, s'il y a lieu, l'apport des pièces servant à conviction. »

Et c'est alors que la procédure étant tout à fait complète et la chambre d'accusation ayant sous les yeux les éléments suffisants, elle pourra en venir à statuer au fond.

3^e EXAMEN DU FOND

C'est là que nous retrouvons les attributions qui avaient été données au jury d'accusation : appréciation des faits et appréciation des indices de culpabilité.

La chambre d'accusation recherchera si le fait objet de la poursuite, réunit tous les caractères généraux d'une infraction punissable d'après la loi pénale. Puis elle s'enquerra de la gravité des charges qui pèsent sur l'inculpé. C'est ce qui résulte des termes de l'art. 221 du Code d'Instruction criminelle : « Les juges examineront s'il existe contre le prévenu des preuves ou des indices d'un fait qualifié crime par la loi, et si ces preuves ou indices sont assez graves pour que la mise en accusation soit prononcée. » La chambre d'accusation est saisie de tous les faits sur lesquels a porté l'instruction et elle apprécie souverainement tous ces faits (2). « Cette chambre étant investie quant

1. Cass., 19 avril 1907. B. C. n° 182. ; S 1907, I, 524.

2. Cass., 17 février 1910. B. C. n° 69.

aux instructions criminelles d'une attribution pleine et entière, son examen doit embrasser tous les faits sur lesquels a porté l'information ; ces faits doivent être considérés sous toutes leurs faces » (1). Elle pourra ainsi modifier et réformer les appréciations du juge d'instruction et y substituer ses propres appréciations ; ou encore les compléter en relevant un chef d'accusation résultant des pièces de l'instruction, et omis dans l'ordonnance du juge ; et dans ce cas on ne pourrait pas objecter que les crimes relevés par la chambre d'accusation n'étaient pas compris dans le réquisitoire introductif puisque la chambre est saisie de l'instruction tout entière et des suites qu'elle comporte (2). Elle pourrait aussi relever un crime non compris dans l'ordonnance de renvoi, pourvu que l'instruction ait porté sur ce crime et que le prévenu ait été mis à même de s'expliquer dans son interrogatoire (3).

Les déclarations de fait de la chambre d'accusation qui sont irréfragables, s'appliquent non seulement aux faits constitutifs des crimes et des délits, mais aussi à tous les éléments de la criminalité, à la moralité de l'acte comme à sa matérialité. La chambre des mises en accusation devra donc examiner les éléments matériel, moral, intentionnel et injuste de l'infraction, car les questions qui se posent à leur sujet, sauf quelques-unes, peuvent aboutir non pas seulement à diminuer la criminalité, mais à l'exclure totalement, et la chambre d'accusation a pour mission de s'opposer à ce qu'un individu non coupable soit traduit devant la juridiction de jugement.

1. Cass., 23 janv. 1845. B. C. n° 24 — 27 août 1851. *Bull. Crim.* n° 300.

2. Cass., 10 mars 1881. B. C. n° 69 ; S. 1882, I, 385.

3. GARRAUD. *Instruction Criminelle*, III, n° 1045.

Ainsi, en ce qui concerne l'élément matériel, elle devra se demander si le fait qui lui est soumis ne constitue pas seulement un acte préparatoire, si l'auteur ne s'est arrêté dans son exécution que par l'effet de circonstances indépendantes de sa volonté, ou si, au contraire, il s'est arrêté de son plein gré et sans subir aucune influence extérieure.

En ce qui concerne l'élément moral, la chambre aura à apprécier quel était, au moment de la commission du fait, l'état mental de l'inculpé, s'il n'a pas agi sous l'emprise de la contrainte. Elle devra aussi rechercher, lorsqu'elle sera en présence d'une infraction où cette condition est exigée par la loi, si l'auteur a réellement eu une intention coupable. La libre appréciation par la chambre d'accusation de cet élément a été à plusieurs reprises affirmée par la jurisprudence, qui a précisé que « cette appréciation souveraine échappe au contrôle de la Cour de cassation » (1).

Enfin, elle aura, en examinant l'élément injuste, à rechercher si l'agent ne s'est pas trouvé dans des conditions qui justifient son acte, comme la légitime défense (2).

Cependant ce droit d'appréciation ne s'étend pas aux faits d'excuses qui modifient les faits imputés, mais n'empêchent pas qu'ils soient punissables et ainsi ne mettent pas obstacle à la mise en accusation. De plus, la chambre d'accusation ne pourrait tirer aucune conséquence de la présence d'une excuse pour modifier sa compétence ; c'est ainsi qu'elle ne saurait, sous ce prétexte, renvoyer au tribunal correctionnel la connaissance d'un fait qualifié crime (3).

1. Cass., 9 mai 1902. B. C. n° 173 ; S. 1905, I, 60 — 29 juill. 1900. S. 1911, I, 425. — 19 mai 1899. B. C. n° 135.

2. Cass., 13 déc. 1902. B. C. n° 318.

3. Montpellier, 5 juillet 1849. D. P., 49, 2, 142.

Puis en continuant son examen du fond, la chambre d'accusation devra s'enquérir des indices et preuves que l'instruction a relevés à la charge de l'inculpé. Elle aura à en apprécier la gravité et à se demander s'ils peuvent permettre que le prévenu soit renvoyé devant la juridiction de jugement. D'ailleurs, en ce qui concerne cet examen, la Cour de cassation a aussi reconnu à la chambre d'accusation un pouvoir absolument souverain ; elle jouit d'une liberté complète, et la Cour de cassation n'aura aucun contrôle à exercer après que la chambre aura décidé si la gravité des indices est suffisante ou si elle ne l'est pas (1). Il faut toutefois que la déclaration ne soit entachée ni de contradiction, ni d'illégalité et qu'elle soit régulièrement motivée (2).

4^o QUALIFICATION

Enfin, la chambre d'accusation, quand elle aura décidé si les faits peuvent constituer une infraction punissable et si les charges qui pèsent sur le prévenu sont suffisantes, en viendra à la qualification des faits. Il lui faudra rechercher la peine qui serait applicable au prévenu, dans le cas où il serait condamné, pour discerner si elle est en présence d'un crime, d'un délit ou d'une contravention.

Mais cette qualification du fait a déjà été faite une première fois par le juge d'instruction, et c'est parce que celui-ci a jugé que les faits qui lui étaient soumis étaient de nature à être punis de peines afflic-

1. Cass., 9 mai 1902. B. C. 173 ; S. 1905, 1, 60. — 19 avril 1907. B. C. n^o 182 ; S. 1907, 1, 524 — 9 décembre 1907. S. 1908, 1, 433 — 4 janv. 1930. D. H. 30, 230.

2. Cass., 29 déc. 1910. B. C. 671 — 24 mai 1917. B. C. 135.

tives et infamantes que la chambre d'accusation en a été saisie en vertu de l'article 133. Cependant, le droit d'apprécier les faits, qui est si largement reconnu à la chambre d'accusation, comporte nécessairement celui de changer les qualifications, soit en les modifiant, soit en les complétant, soit en substituant une qualification nouvelle. L'art. 230 permet d'ailleurs en termes formels à la chambre de modifier la qualification antérieure, puisqu'il suppose que la chambre d'accusation renvoie à un tribunal correctionnel ou de simple police un fait dont elle n'avait été saisie que parce que le juge d'instruction l'avait qualifié crime. Et elle pourra même procéder à cette modification de la qualification en dehors de toute réquisition du ministère public. (1)

Toutefois, son appréciation sur ce point n'a pas le même caractère de souveraineté que son appréciation portant sur la gravité des charges relevées par l'instruction. Dans cette hypothèse, elle statuait en fait. Mais si les déclarations de fait sont irréfragables, il n'en est pas de même des qualifications qui sont l'indication de la loi applicable à un fait, et qui renferment un point de droit dont l'examen appartient à la Cour de cassation. (2)

C'est après cet examen des faits et des charges et la détermination des qualifications à donner aux faits qui lui ont été soumis, que la chambre d'accusation procèdera au règlement de la compétence qui n'est que la conséquence du règlement de l'instruction, ou, comme le dit Faustin-Hélie, son corollaire légal.

1. Cass., 28 mai 1892. B. C n° 163 ; S. 93, 1, 330

2. F. HÉLIE et DEFEIGES. *Pratique criminelle*. T. I, n° 603.

Nous en viendrons à l'examen du règlement de la compétence, lorsque nous aurons étudié les autres attributions de la chambre des mises en accusation et tout d'abord celle qui consiste à être juridiction d'appel des ordonnances rendues par le juge d'instruction.

CHAPITRE II

Appel des Ordonnances du Juge d'Instruction

Cette fonction complémentaire de la chambre des mises en accusation lui avait été attribuée dès le Code de 1808. Voici en effet l'ancien texte de l'art. 135 qui règle la matière : « Lorsque la mise en liberté des prévenus sera ordonnée conformément aux articles 128, 129 et 131 ci-dessus, le procureur impérial ou la partie civile pourra s'opposer à leur élargissement. L'opposition devra être formée dans un délai de 24 heures... » Mais il se dégage de ce texte que les rédacteurs du Code ne se sont préoccupés que d'une chose : armer le ministère public d'une voie de recours contre la décision de mise en liberté du prévenu prise par le juge d'instruction. Ainsi cette voie de recours était dirigée uniquement dans le sens de la répression et non pas du tout vers la protection de la liberté individuelle.

Comprise de cette façon, l'expression *opposition*, pour désigner cette voie de recours, se comprenait à merveille, puisque son unique objet était de permettre au ministère public ou à la partie civile de *s'opposer* à l'élargissement du prévenu.

Cependant, la jurisprudence de la Cour de cassation avait reculé devant l'interprétation littérale de l'art. 135 et avait soutenu que le législateur avait vu dans la mise en liberté une circonstance accompagnant normalement le non-lieu et que son intention

n'avait pas été d'exclure l'opposition dans d'autres hypothèses (1).

Et lorsqu'en 1856, le législateur supprima la chambre du conseil, il comprit que plus que jamais le contrôle de la chambre d'accusation était nécessaire. Consacrant l'interprétation de la jurisprudence et l'étendant même, il accorda vis-à-vis des ordonnances du juge d'instruction un droit d'opposition général au procureur de la République et au procureur général, et un droit restreint à la partie civile et à l'inculpé. Mais alors le terme *opposition* ne convenait plus du tout et c'est suivant le vœu souvent exprimé par la doctrine, que la loi du 7 février 1933 l'a remplacé par celui plus approprié d'*appel*.

C'est cet appel formé par les parties ou le ministère public qui va, dans le cas que nous étudions, saisir la chambre des mises en accusation.

Mais cette chambre, quand elle est saisie par la transmission du dossier en vertu de l'art. 133, n'a pas à se préoccuper de la régularité de sa saisine. Au contraire, lorsqu'elle est saisie par un appel d'une ordonnance du juge d'instruction, elle ne peut statuer que lorsque le recours a été valablement exercé. Par conséquent, avant tout examen de l'affaire, il lui faut rechercher si l'appel est régulier, s'il a été exercé dans les délais imposés, suivant la forme prescrite par la loi. Avant d'examiner cette attribution de la chambre d'accusation, les effets que peut produire un appel d'une ordonnance du juge d'instruction, il nous faut donc voir quelles conditions cet appel doit remplir pour que la chambre puisse valablement statuer, conditions qu'elle doit elle-même vérifier. Il y a donc examen de la forme, puis examen du fond.

1. FÉQUANT. *La Chambre des mises en accusation*, p. 111 et s. s.

I. EXAMEN DE LA FORME DE L'APPEL

Nous avons à voir successivement :

- Les ordonnances sujettes à appel.
- Les personnes qui peuvent appeler.
- Les délais de l'appel.
- Les formes de l'appel.

I. — Toutes les ordonnances rendues par le juge d'instruction sont susceptibles d'appel, à part de rares exceptions. Cela résulte du texte de la loi du 17 juillet 1856, qui a remédié sur ce point à l'insuffisance du Code d'Instruction Criminelle. Ainsi l'ordonnance de transmission des pièces au procureur général n'est pas susceptible d'appel ; et cela se comprend puisque la chambre d'accusation est par là même saisie de l'affaire. De même, quand le juge d'instruction, après avoir décerné un mandat d'arrêt ou de dépôt contre l'inculpé, a donné mainlevée de ce mandat, il est établi par le dernier paragraphe de l'article 94 du C. I. C. que « l'ordonnance de mainlevée ne pourra être attaquée par voie d'opposition ». La jurisprudence, de son côté, a établi qu'à l'encontre d'un acte isolé de l'instruction par exemple un interrogatoire, le droit d'appel n'existe pas (1). Mais cela ne semble faire aucun doute, puisqu'il n'y a pas là vraiment une ordonnance. Par contre, une ordonnance rendue dans le cours de l'instruction, telle une ordonnance de soit-communiqué, peut être frappée d'appel (2).

1. Cass., 14 avril 1899. B. C. n° 81.

2. Cass., 25 janv. 1917. B. C. n° 23 ; D. P. 1918, 1, 14.

II. — Ceux auxquels la loi a reconnu le pouvoir d'interjeter appel exercent ce droit dans des limites très différentes.

Tout d'abord pour le procureur général (1) et le procureur de la République, la question est très simple : leur droit d'appel est général. Il y a là une conséquence de ce droit de surveillance qu'exerce le ministère public sur la marche de l'instruction préparatoire. Chaque fois qu'il y a conflit entre le juge d'instruction et le ministère public, ce dernier peut, en interjetant appel de l'ordonnance rendue dans ces conditions, soumettre la difficulté à la chambre d'accusation.

De plus, ce droit du procureur de la République reçoit une application très heureuse en ce qui concerne les nullités : en effet la loi de 1897 sur l'instruction préalable a institué une série de formalités nouvelles, et dressé un catalogue d'ailleurs imparfait des nullités ; mais elle n'a pas indiqué comment ces nullités seraient mises en œuvre. Si bien que, si l'inculpé ne renonce pas à invoquer la nullité, le procureur de la République pourra, grâce à son droit général d'appel, faire venir l'affaire devant la chambre d'accusation pour obtenir d'elle l'annulation qui s'impose (2).

D'autre part, en ce qui concerne le procureur général, il a été jugé par la Cour de cassation (3), que son droit lui est personnel et ne peut être compromis par les actes de ses substituts.

En deuxième lieu, il appartient à la partie civile de former appel, suivant les termes de l'article 135,

1. Ce droit du procureur général ne date que de la loi du 27 juillet 1856.

2. M. HUGUENY. Cours 1934-1935.

3. Cass., 25 mai 1895. B. C. 157.]

« des ordonnances rendues dans les cas prévus par les articles 128, 129, 131 et 539, et à toutes les ordonnances faisant grief à ses intérêts civils ». Il suit de là que la partie civile est placée sur le même pied que le ministère public, son appel ayant les mêmes effets, et qu'elle sauvegarde non seulement l'action civile mais l'action publique. (1)

La partie civile pourra, quoi qu'il en soit, interjeter spécialement appel des ordonnances de non lieu (article 128) (2). De très nombreux arrêts ont trait à cette disposition de l'art. 135, les parties civile voulant l'étendre au pourvoi en cassation ; or, une jurisprudence constante leur refuse ce droit qui « doit être renfermé dans ses termes et ne saurait s'étendre au pourvoi en cassation » (3), sauf dans les cas où il a été illégalement instruit et où une formalité essentielle a été admise (4).

Appel pourra encore être interjeté, par la partie civile, des ordonnances de renvoi devant le tribunal de simple police (article 129), mais seulement lorsqu'il s'agit de contravention. Ainsi les infractions à la police des chemins de fer conservent leur caractère de délits correctionnels, même depuis qu'elles ont été déférées à la compétence du juge de paix par le décret du 5 novembre 1926. Dès lors est irrecevable l'appel de la partie civile à l'ordonnance du juge d'instruction prononçant le renvoi d'un prévenu devant le juge

1. Cass., 4 sept. 1902. B. C. 306 — 6 fév.-14 juin 1913. B. C. n° 293. S. 1917, 1, 177.

2. Cass., 16 oct. 1925. B. C. n° 275 ; S. 1926, 1, 236.

3. Cass. 14 juin 1913, 16 oct. 1925 déjà cités ; 5 fév. 1931. B. C. n° 31. *Gaz. Pal.*, 31, 1, 692 — 16 oct. 1931. *Gaz. Pal.* 1931, 2, 868.

4. Cass., 10 décembre 1931. B. C. n° 286 ; *Gaz. Pal.* 1932, 1, 365 — 5 déc. 1930. B. C. n° 296 ; *Gaz. Pal.* 1930, 2, 964. — 5 février 1931, déjà cité.

de paix jugeant en matière correctionnelle, pour une infraction de cette nature (1).

Puis la partie civile pourra user de la voie de l'appel, quand le juge aura rendu une ordonnance de mise en liberté, motif pris de ce que le délit n'entraîne pas peine d'emprisonnement, en vertu de l'art. 131, ou une ordonnance statuant sur la compétence, en vertu de l'art. 539. Et il faut ajouter à cette énumération les ordonnances par lesquelles le juge déclare irrecevable la constitution de partie civile, ou déclare qu'il n'y a pas lieu d'informer (2).

Mais la loi du 7 février 1933 ayant retranché dans l'énumération de l'art. 135 telle qu'elle avait été faite par la loi du 17 juillet 1856, l'art. 115, il en résulte que la partie civile ne peut plus se pourvoir contre les ordonnances accordant la liberté provisoire sur la demande de l'inculpé ; la partie civile ou son conseil peuvent seulement, en vertu de l'article 135 nouveau, être prévenus, entendus et présenter leurs observations dans le cas de demande de mise en liberté provisoire émanant de l'inculpé.

Par contre, l'art. 135 fournit à la partie civile un droit très vaste, celui de former appel « à toute ordonnance faisant grief à ses intérêts civils ». Ce peut être toute ordonnance qui est susceptible de compromettre soit actuellement devant la juridiction d'instruction, soit éventuellement devant les juridictions de jugement, le succès de son action civile. Mais la portée de ce cas très général n'est pas toujours facile à délimiter et la formule de la loi laisse une place très importante à l'interprétation. Il y a tout d'abord

1. Cass., 17 janvier 1929. D. H. 1929, 189.

2. Cass., 9 janv. 1930. B. C. n° 10 ; D. H. 1930, 84.

un point à établir, c'est que l'appel ne sera pas possible dans le cas où l'ordonnance aurait pu avoir seulement une influence quelconque, une influence indirecte sur les intérêts civils de la partie civile. Il est au contraire bien établi que le préjudice doit être la conséquence directe de l'ordonnance pour qu'il y ait recours possible (1). Et c'est à la chambre d'accusation qu'il appartient lorsqu'elle est saisie d'une opposition de la partie civile d'apprécier, d'après les circonstances de fait qu'elle constate, l'existence ou la non existence de l'intérêt invoqué par la partie civile (2).

Cependant la chambre n'a nullement un pouvoir souverain à cet égard, et la Cour de cassation s'est réservé le droit de contrôler son appréciation : « La loi, en donnant à la partie civile la faculté de frapper d'opposition toute ordonnance du juge d'instruction faisant grief à ses intérêts civils, lui a attribué par là même le droit de se pourvoir en cassation contre l'arrêt de la chambre d'accusation qui statue sur la recevabilité de son intervention. Ce recours est la garantie et la sanction des droits qui lui sont accordés par l'article 135 » (3). Quoi qu'il en soit, plusieurs cas sur lesquels il pourrait y avoir quelque doute se sont présentés devant la Cour de cassation qu'elle a résolus. Il est acquis que la partie civile ne peut faire appel d'une ordonnance de renvoi en police correctionnelle, dans ce cas, en effet, tous ses droits sont réservés devant le juge du fond (4). Son appel est encore

1. Paris, 26 novembre 1901. D. P. 1902, 2, 269. — Cass., 5 fév. 1931, B. C. n° 31.

2. Cass., 4-27 février, 4 mars 1932. D. P. 1933, 1, 127, et la note de M. G. LELOIR.

3. Cass., 7 avril 1932. B. C. n° 96; D. H. 1932, 317.

4. Cass., 6 janv. 1910. B. C. n° 4.

irrecevable lorsqu'il s'applique à un supplément d'expertise, « une telle mesure étant jugée nécessaire pour la manifestation de la vérité » (1).

Au contraire, dans une espèce où le juge d'instruction avait recueilli la prétention d'une personne de ce constituer partie civile, après qu'une autre avait déjà pris cette qualité, la Cour de cassation a admis que la première partie civile avait un grand intérêt à écarter une intervention qui pouvait l'obliger à subir la concurrence d'un tiers dans le bénéfice escompté (2). La question était délicate puisque la contestation s'était élevée non entre partie civile et inculpé, comme c'est le cas généralement, mais entre deux parties civiles. Le conseiller rapporteur a ainsi fait une large interprétation des termes de la loi : « Quant à savoir si ces principes s'appliquent aux ordonnances rendues sur la constitution d'une autre partie civile, il n'y a aucune raison d'en douter, la règle posée par le texte étant générale. Il suffit donc que l'ordonnance envisagée puisse porter atteinte à la partie civile originaire » (3).

Au droit assez largement ouvert à la partie civile de porter appel des ordonnances du juge d'instruction, s'oppose nettement le droit essentiellement étroit et limité que le législateur de 1856 a offert au prévenu. On peut dire que ce n'est qu'exceptionnellement que le prévenu peut user de la voie de l'appel contre les décisions du juge, dans un petit nombre de cas très restreints. Encore la loi du 25 mars 1935 sur la protection de la liberté individuelle a-t-elle ajouté un

1. Cass., 4-27 février, 4 mars 1932. D. P. 1933, 1, 137.

2. Même arrêt que 1, et note de M. G. LELOIR.

3. Rapport dans *Gazette des Tribunaux*, 1^{er} mai 1932.

cas aux deux seuls cas prévus par celle du 17 juillet 1856.

Le législateur de 1935 a réformé la loi du 7 février 1933, en accordant au juge d'instruction la possibilité de prolonger la détention préventive, après le premier délai de 5 ou de 15 jours suivant les cas, une première fois d'un mois, puis une seconde fois d'un mois encore, sur les réquisitions du procureur de la République, l'inculpé et son conseil entendus. C'est contre l'ordonnance statuant sur cette nouvelle prolongation, que le nouvel article 115 permet au prévenu d'interjeter appel. L'opportunité de la prolongation de la détention peut ainsi être soumise à la chambre d'accusation, dès cette deuxième prolongation, avant de l'être obligatoirement pour la troisième.

Et l'article 135 nous apprend que l'inculpé peut aussi user de son droit d'appel dans les cas prévus par les articles 117 et 539. L'article 117 a trait à l'hypothèse d'ordonnance rendue par le juge d'instruction en matière de mise en liberté facultative. Donc, si l'inculpé a formé une demande de mise en liberté et que le juge l'ait repoussée dans l'ordonnance qu'il a rendue, l'inculpé aura la ressource d'interjeter appel de cette ordonnance.

Le troisième cas est celui visé par l'article 539, d'une ordonnance statuant sur la compétence : l'inculpé qui a vu rejeter l'exception d'incompétence soulevée par lui, pourra interjeter appel de cette ordonnance. Et cet appel sera possible quelle que soit la question de compétence qui sera soulevée, compétence *ratione materie, personæ, loci* (1). Mais il y a

1. Cass., 24 mars 1926. D. P. 1927, 1, 165.

eu sur cette question une évolution toute récente de la jurisprudence, dans le sens de l'élargissement des conditions dans lesquelles le prévenu pouvait interjeter appel dans des questions de compétence et aussi élargissement du sens du mot compétence (1).

La jurisprudence exigeait que la question de compétence soit expressément posée devant le juge d'instruction, c'est-à-dire que celui-ci soit saisi d'un déclinatoire d'incompétence (2). Il n'aurait pas été suffisant qu'une question de compétence étant soulevée devant la Cour, l'ordonnance du juge soit à ce moment critiquée, pour que l'inculpé puisse user de son droit d'appel. Enfin, il résultait toujours de cette jurisprudence que l'ordonnance ne pouvait être attaquée lorsque les conclusions dont le rejet motivait le recours, avaient tendu à faire décider que le fait poursuivi ne constituait aucune infraction caractérisée à la loi pénale (3). Mais voici une décision qui ne concorde plus avec cette jurisprudence antérieure. Au cours d'une poursuite pour vol, le principe de l'immunité fondée sur le lien de parenté d'après l'article 380 du Code Pénal ayant été invoqué, le juge d'instruction avait refusé d'en tenir compte. La Cour de Cassation a vu là une question de compétence et elle a décidé que l'appel porté contre l'ordonnance rejetant les conclusions de l'inculpé, aurait dû être jugé recevable. « En visant l'article 359, l'article 135 a voulu que dans tous les cas où se sont élevées au cours de l'instruction des questions de compétence, la chambre d'accusation pût être appelée à pro-

1. Notes de M. G. LELOIR sous Cass., 4-27 fév., 4 mars 1932. D. P. 1933, 1, 127 et 2-15 fév. 1934. D. P. 1934, 1, 168.

2. Paris, 7 novembre 1913. D. P. 1914, 2, 106

3. Paris, 17 juin 1921. D. P. 1921, 2, 140.

noncer » (1). Et pourtant le moyen tiré de l'article 380 n'équivaut en aucune façon à un déclinatoire d'incompétence. Dans un arrêt très récent (2), la Cour de cassation, suivant sa nouvelle interprétation de l'article 135, a décidé dans un cas où la question qui se posait était uniquement celle de l'aptitude du juge à instruire, que « les conclusions prises par un inculpé devant le juge d'instruction tendant à l'irrecevabilité de l'action publique pour inobservation des conditions auxquelles serait subordonnée sa mise en mouvement, posent une question de compétence et, par suite, l'ordonnance qui refuse d'y faire droit est susceptible d'appel ».

Mais il n'en reste pas moins que, malgré cette jurisprudence nouvelle, l'appel n'est pas possible dans des cas où il s'agit d'une difficulté portant sur le fond même du droit et dont il convient de laisser la solution à la juridiction de jugement. Ainsi l'appel ne serait pas recevable dans le cas où une fin de non recevoir a été proposée fondée sur la chose jugée (3) ; dans celui où il s'est agi d'une exception à fin de sursis en vue de faire statuer sur une question préjudicielle (4), enfin, dans le cas où il est allégué devant le juge d'instruction que le fait poursuivi ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention et où ce magistrat a passé outre (5). De plus, le droit pour le prévenu de porter appel contre les ordonnances rendues en vertu de l'article 539, ne s'étend nullement à celles statuant sur les conclusions relatives à la recevabilité

1. Cass., 30 déc. 1932. D. P. 1933, 1, 127, 9^e espèce.

2. Cass., 2-15 fév. 1934. B. C. n° 19 ; D. P. 1934, 1, 168.

3. Paris, 20 juin 1914. D. P. 1914, 2, 106.

4. Cass., 16 juin 1910. B. C. 306.

5. Cass., 28 janvier 1921. B. C. 46 — 23 mars 1933. B. C. n° 64 ; D. H., 1933, 254. — Paris, 17 juin 1921. D. P. 1921, 2, 140.

de la constitution de partie civile, sous prétexte qu'elle est sans qualité (1).

Enfin, une question peut se poser en ce qui concerne la compétence. Une ordonnance de dessaisissement peut-elle être assimilée à une ordonnance statuant sur la compétence et être ouverte à l'appel du prévenu ? Il y a lieu de faire une distinction. Tout d'abord une ordonnance de désistement n'est souvent dans la pratique courante des Parquets, qu'une mesure d'administration judiciaire permettant au juge d'instruction qui la rend de laisser à un autre magistrat instructeur le soin de suivre la procédure. Ainsi envisagée, elle n'a aucun caractère légal et ne peut être considérée comme une ordonnance d'incompétence (2). Pour que le prévenu puisse porter appel d'une ordonnance de dessaisissement, il faut qu'elle ait été rendue pour cause d'incompétence et que ce moyen ait fait l'objet d'une déclaration devant le juge. Et le juge devra rendre une ordonnance en déclarant se dessaisir de l'affaire parce qu'il n'a pas qualité pour en connaître, et indiquer les motifs de cette décision. Ainsi jugé dans une espèce où le juge d'instruction au Maroc s'étant déclaré incompétent et s'étant dessaisi au profit de la justice chérifienne, l'appel des prévenus a été déclaré recevable (3).

III. Mais la chambre d'accusation, quand elle a déterminé si l'appel fait par le prévenu ou la partie civile rentre bien dans les cas, respectivement attribués à chacun par l'art. 135, doit encore examiner si

1. Cass., 16 juillet 1927. B. C. n° 180 ; S. 1929, I, 315 — 7 avril 1932. B. C. n° 96 ; D. H. 1932, 317.

2. Note de M. FONTANGES sous Cass., 24 mars 1926. D.P. 1927, I, 165. Rouen, 20 janvier 1916. D. P. 1917, 2, 68. — Cass., 28 janvier 1921. B. C. 46

3. Cass., 24 mars 1926, déjà cité.

cet appel a été porté dans les délais légaux et suivant les formes admises.

Aux termes de l'article 135, « appel devra être interjeté dans un délai de 24 heures, qui courra : contre le procureur de la République à compter du jour de l'ordonnance ; contre la partie civile et contre le prévenu non détenu, à compter de la signification qui leur est faite de l'ordonnance au domicile par eux élu dans le lieu où siège le tribunal ; contre l'inculpé détenu, à compter de la communication qui lui est donnée de l'ordonnance par le greffier ». Ces vingt-quatre heures s'entendent en ce sens que l'appel doit être interjeté au plus tard le lendemain du jour de sa date ou de sa signification suivant les cas. Mais le délai ainsi accordé ne peut en aucune façon être prorogé même si le lendemain de son point de départ est un jour férié, car, en matière criminelle, dit la Cour de cassation, tous les jours sont utiles (1).

Cependant la jurisprudence a reconnu que l'appelant pourrait être admis à justifier d'une circonstance indépendante de sa volonté, l'ayant empêché d'interjeter appel dans les 24 heures (2) ; il serait ainsi admis à prouver qu'à raison de la fermeture du greffe un jour férié, il lui a été impossible de porter appel, et qu'il n'a pu avoir recours à une formalité équivalente (3).

En ce qui concerne la signification dont il est question dans l'article 135, il a été jugé qu'elle est indispensable dans les cas prévus par ce même article. Ainsi elle n'est pas suppléée par la connaissance acquise de l'ordonnance (4) ; et la communication

1. Cass., 31 décembre 1858. B. C. 327.

2. Cass., 18 mai 1931. B. C. n° 146.

3. Cass., 24 novembre 1923. B. C. 408.

4. Cass., 28 février 1902. B. C. 86.

d'une ordonnance faite au conseil de l'inculpé en vertu de la loi de 1897, ne pourrait faire courir le délai d'appel. D'autre part, la signification, quand elle doit avoir lieu, incombe au ministère public. Si bien qu'une signification faite à la requête du juge d'instruction ne ferait pas courir le délai (1). Et si la signification ou la communication n'a pas été faite au prévenu dans l'un des trois cas prévus par la loi, l'instruction sera nulle parce qu'il aura été mis dans l'impossibilité d'exécuter un droit conféré expressément par le législateur.

IV. — Quant à la forme de l'appel, les lois des 17 juillet 1856 et 7 février 1933 ne l'indiquaient pas. Si bien que par analogie, on appliquait la forme prévue pour les appels correctionnels par l'article 203, c'est-à-dire une déclaration au greffe. De plus, la jurisprudence, profitant de ce que la loi ne prescrivait pas de formes spéciales, admettait des procédés équivalents, tels qu'une notification par huissier faite à la requête de la partie appelante aux autres parties, ou la signification au Parquet du procureur de la République (2).

Mais l'article 135, depuis sa rédaction nouvelle par la loi du 25 mars 1935, porte : « Le procureur de la République... pourra, *par déclaration au greffe du tribunal*, interjeter appel devant la chambre des mises en accusation de toutes autres ordonnances du juge d'instruction. Le même droit appartiendra à l'inculpé... à la partie civile... ». La question est donc désormais résolue par le législateur qui exige pour les appels des ordonnances du juge d'instruction la même

1. Cass., 8 août 1901. B. C. 232.

2. Cass., 9 juillet 1904. B. C. n° 308 ; S. 1907, I, 60.

forme que pour les appels correctionnels, celle que la jurisprudence appliquait par analogie, la déclaration au greffe du tribunal.

Mais il n'est nullement question des autres procédés admis par la jurisprudence. Et comme l'article 135, par ces termes, exige restrictivement la déclaration au greffe, ces procédés devraient être dorénavant considérés comme sans valeur et l'appel interjeté ainsi, déclaré nul par la chambre d'accusation. Cette déclaration au greffe doit être jugée indispensable aussi bien en ce qui concerne l'appel interjeté par le procureur de la République, qu'à l'égard de celui porté par le prévenu ou la partie civile. En effet, l'article 135, dans son alinéa 2, renvoie nettement au paragraphe 1^{er}.

La jurisprudence exigeait, au cas où la partie civile portait appel par la voie de signification au Parquet du procureur de la République, que cet appel soit « signifié à l'inculpé qui a bénéficié de l'ordonnance de non-lieu, sous peine de mettre celui-ci dans l'impossibilité de présenter sa défense devant la chambre d'accusation, en usant de la faculté qui lui est conférée par l'article 217 » (1).

Cette prescription ne pourra plus s'appliquer à ce mode de porter appel qui est maintenant contraire à la loi, mais il nous semble qu'il y aurait là une réforme utile : rendre obligatoire, même dans le cas où l'appel est formé par déclaration au greffe, désormais le seul cas possible, la signification par la partie civile de son appel à l'inculpé. Il paraît normal, en effet, que celui qui ranime ainsi une procédure qui semblait éteinte, prévienne celui qu'il attire à nouveau devant

1. Cass., 9 juillet 1904. B. C. n° 308 ; S. 1907, 1, 60 et la note.

une juridiction, de l'acte par lequel il manifeste sa volonté d'agir (1). D'ailleurs cette formalité a été exigée en ce qui concerne le droit d'appel du procureur général dès la loi de 1856, dans l'alinéa 10 de l'article 135. « Le procureur général *devra notifier* son opposition dans les 10 jours qui suivront l'ordonnance du juge d'instruction ». La jurisprudence avait interprété ce texte comme exigeant que l'appel soit formé par une notification à la personne de l'inculpé (2). La rédaction de la loi de 1935 est encore plus claire puisque le nouvel article 135 n'emploie plus le terme « notifier » mais celui de « signifier ».

2^o EXAMEN DU FOND DE L'APPEL.

Nous avons vu que nombreuses sont les conditions que doit remplir l'appel qui a saisi la chambre d'accusation et dont celle-ci a dû tout d'abord apprécier la régularité. Elle ne peut en effet statuer qu'autant que l'appel réunit les conditions et les formes prescrites par la loi.

C'est donc lorsque la chambre d'accusation a reconnu que l'appel était valable, que, régulièrement saisie, elle peut apprécier l'ordonnance qui lui est déférée. Mais sur quoi la chambre va-t-elle avoir à statuer ? Pour répondre à cette question, on peut distinguer deux hypothèses dans lesquelles ses attributions seront différentes.

Dans la première hypothèse, la chambre d'accusation est saisie par un appel à une ordonnance de clôture. L'instruction venant alors toute entière

1. Note sous Cass., 3 mars 1911. S. 1911, 543.

2. Cass., 9 janvier 1897. B. C. n^o 8. — Paris, 20 janvier 1914. D. P., 1914, 2, 106.

devant elle, c'est toute la procédure qu'elle devra examiner et sur laquelle elle devra se prononcer. Dans ce cas, les pouvoirs de la chambre sont semblables à ceux qui lui appartiennent quand elle est saisie en vertu de l'article 133. C'est ainsi que la décision qu'elle sera amenée à rendre pourra porter sur des faits différents de ceux qui lui sont soumis et résultant de l'instruction ; elle pourra encore renvoyer le prévenu devant la juridiction de jugement sous une inculpation nouvelle.

Dans la seconde hypothèse, la chambre des mises en accusation est saisie par un appel à une ordonnance statuant sur une mesure d'instruction. Elle n'a pas alors à statuer sur la suite à donner à l'information et n'a pas à examiner toute la procédure ; elle n'a à statuer que sur un incident et sa décision portera sur le maintien ou la réforme de l'ordonnance, puis elle renverra l'affaire au juge d'instruction qui a rendu la décision. Cependant il y a lieu de tenir compte que dans cette hypothèse la chambre d'accusation a la possibilité d'évoquer à elle toute l'instruction et alors elle pourra procéder comme dans le premier cas et terminer elle-même l'instruction ; et même si l'appel est restreint à un chef de l'instruction, elle pourra ordonner des informations et étendre les poursuites à d'autres faits et individus. Mais il faut toujours réserver l'obstacle qui résulte de la chose jugée (1).

D'autre part, la chambre d'accusation a une décision d'un genre spécial à rendre dans certains cas lorsqu'elle est saisie d'un appel interjeté par la partie civile. Cela résulte des termes de l'article 136 du Code d'instruction criminelle : « La partie civile

1. GARRAUD. *Instruction Criminelle*, III, n° 1048.

qui succombera dans son appel sera condamnée aux dommages-intérêts envers l'inculpé ».

Le législateur a voulu par cette disposition établir un contre-poids au pouvoir exorbitant qu'il attribuait à la partie civile. L'appel de cette partie suffit en effet pour faire revivre l'action publique, et ainsi lorsqu'il y a détention préventive du prévenu, cet appel aura comme conséquence de prolonger la durée de cette détention, ce qui est très grave. Mais, comme l'a dit Treilhard (1), « la partie civile ne forme son opposition qu'à ses risques et périls » ; elle en assume la responsabilité, et dans le cas où son recours sera rejeté, elle devra indemniser l'inculpé du dommage qui en sera résulté pour lui.

Il y a lieu de préciser tout de suite un point : « ces dommages-intérêts ont pour source unique le fait même du recours ; leur objet est la réparation du préjudice que cet acte a pu causer. Ils sont indépendants de ceux qui pourraient encore être prononcés à raison de la témérité ou de la fausseté de la dénonciation » (2).

Mais cet article 136, d'un extrême laconisme, peut par là même prêter énormément à l'équivoque. Aussi plusieurs questions délicates se sont-elles posées à son sujet.

Il y a tout d'abord eu discussion sur le point de savoir quelle était la juridiction compétente pour accorder des dommages-intérêts. Le législateur ne donne pas expressément à la chambre d'accusation le droit de les prononcer, et il est anormal qu'une juridiction qui statue à huis-clos et sans débat contra-

1. LOCRÉ, xxv, p. 247.

2. FAUSTIN-HÉLIE. *Traité de l'Inst. crim.*, v, n° 2118.

dictoire, puisse prononcer une condamnation. Mais l'exception qui résulte de la compétence donnée par la jurisprudence (1) à la chambre d'accusation dans ce cas, est d'un intérêt évident : « la loi qui voulait mettre un frein au droit d'opposition de la partie civile a dû placer à côté de l'opposition même, la peine de sa témérité : renvoyer l'appréciation des motifs de cet acte à la juridiction civile eut été anihiler le recours du prévenu » (2).

D'un autre côté, faut-il entendre par ces courtes dispositions que la partie civile sera obligatoirement condamnée à des dommages-intérêts, et sans que le prévenu n'ait à les réclamer, ou bien au contraire cette intervention de l'inculpé, nécessaire à tout procès civil, est-elle sous-entendue, cette matière pouvant être considérée comme étant d'ordre privé puisqu'il s'agit de dommages-intérêts ? Cette question a très longtemps divisé la doctrine et les différentes Cours d'appel, malgré un très vieil arrêt de la Cour de cassation qui avait déjà résolu la difficulté (3). Deux arrêts assez récents sont venus éclairer définitivement la question (4). Ils l'ont ainsi tranchée : la condamnation de la partie civile peut avoir lieu d'office alors même que l'inculpé n'en a pas formé la demande. Cette solution consacre sans aucun doute l'explication la plus logique de la loi. C'est d'ailleurs en ce sens que s'était prononcée la majorité de la doctrine (5).

1. Cass., 25 août 1857. B. C. n° 252 ; dans ce sens MANGIN, T. II, n° 56.

2. FAUSTIN-HÉLIE, T. V, n° 2119.

3. Cass., 6 novembre 1823. D. A. II, 241.

4. Cass., 6 février-14 juin 1913. B. C. n° 293 ; S. 1917, I, 177.

5. MANGIN. *Inst. écrite*, II, n° 56. — FAUSTIN-HÉLIE. *Instr. crim.*, V, n° 2121. — CARNOT. *Inst. crim.*, I, p. 542. — GARRAUD. *Inst. crim.*, T. III, n° 1074.

En ce sens, Limoges, 2 mai 1842. S. 1842, 2, 517. — Paris, 29 décembre 1911. D. P. 1912, 2, 9.

« Le Code, dit Carnot, n'impose pas au prévenu l'obligation de les demander. La condamnation de la partie civile aux dommages-intérêts est la conséquence nécessaire du débouté de son opposition. »

Les objections qui étaient formées contre cette opinion étaient assez faibles (1). En effet, on faisait remarquer qu'il est de principe que les juges ne peuvent statuer que sur les contestations qui leur sont soumises par les parties intéressées et que l'article 136 n'apporte à ce principe aucune dérogation. Et on ajoutait que la demande du prévenu était nécessaire pour éclairer la chambre qui ne peut trouver dans le dossier les éléments suffisants pour mesurer le préjudice éprouvé par l'inculpé.

Cette querelle, comme la précédente, est pour beaucoup entre le droit commun et l'exception. L'article 136 déroge-t-il à la règle de procédure d'après laquelle les tribunaux criminels comme les tribunaux civils ne peuvent prononcer sur une contestation dont ils ne sont pas saisis ? L'art. 136, qui n'est que le complément de l'art. 135, participe du caractère exceptionnel de cet article qui a introduit une première exception dans notre droit en attribuant à la partie civile un acte d'exercice de l'action publique. L'article 136, pour apporter un remède efficace, a dû rompre avec les règles ordinaires de la procédure (2). « Quelle est, dit Mangin (3), la position d'un prévenu lorsqu'une opposition de la partie civile vient lui disputer les avantages qu'il tenait de l'ordonnance de la chambre du conseil ? Il peut ignorer l'existence

1. LEGRAVEREND. *Législ. crim.*, T. III, p. 401. — BOURGUIGNON, T. I, p. 310. — Caen, 22 juillet 1912. S. 1913, 2, 303.

2. FAUSTIN-HÉLIE, V, n° 2121.

3. MANGIN, T. II, p. 107.

de cette opposition puisque la partie civile n'est pas tenue de lui notifier quand elle l'a faite au greffe. Supposez qu'il en ait connaissance, ne trouvez-vous pas qu'il y aurait une rigueur extrême à subordonner la réparation des dommages qu'elle lui fait essuyer à la condition que l'on poursuive la réparation devant la Cour souvent à une grande distance du tribunal ? Comment pourra-t-il présenter un mémoire à la Cour s'il est détenu ? »

On a soutenu aussi que ce mémoire pourrait renseigner utilement la Cour pour l'évaluation du préjudice (1). Or, la Cour n'y pourrait trouver aucune donnée. En effet les dommages-intérêts auxquels fait allusion l'article 136 se limitent à ceux qui naissent de l'appel téméraire et de la prolongation de la détention préventive. Mais au moment de l'appel, le prévenu ignore quelle sera la prolongation de sa détention préventive, et il continuera à l'ignorer pendant tout le cours de la procédure devant la chambre d'accusation. Ainsi l'inculpé ne pourra déterminer le montant de sa réclamation au cours de l'instance.

Il était donc bien plus simple de le dispenser d'une formalité qu'il lui était impossible de remplir et de prendre directement la défense de ses intérêts sans le faire intervenir (2). C'est ce que la Cour de cassation consacre en ces termes : « La disposition de l'article 136 est précise et impérative et rend indispensable la condamnation de la partie civile aux dommages-intérêts envers le prévenu » (3).

1. Caen., 22 juillet 1912, déjà cité.

2. Note de M. Roux sous Cass., 14 juin 1913. S. 1917, 1, 177.

3. Cass., 6 nov. 1823 déjà cité ; 7 avril 1927. D. H. 1927, 367.

D'autre part, la condamnation de la partie civile doit-elle être considérée comme étant ordonnée impérativement par la loi, de telle sorte que dans le cas où la Cour ne la mentionnerait pas dans son arrêt, le ministère public devrait sous ce chef se pourvoir en cassation contre son arrêt ? Cette question a été ainsi résolue par la jurisprudence : « Lorsque la chambre a refusé de prononcer les dommages-intérêts demandés par le ministère public pour le prévenu, le ministère public est sans qualité pour se pourvoir de ce chef, qui n'a trait qu'aux intérêts civils d'une partie privée » (1).

Le système de la Cour de cassation, dans l'interprétation de l'article 136, paraît excellent. La chambre d'accusation sera maîtresse d'appliquer aux appels injustifiés de la partie civile, une sanction qui doit pouvoir ainsi être efficace. L'appréciation du chiffre de ces dommages-intérêts lui appartient d'ailleurs souverainement (2). Cependant si elle omet de le fixer, la voie de la cassation est ouverte au prévenu.

Cette voie de recours est d'ailleurs ouverte à la partie civile qui peut se pourvoir seulement contre la disposition de l'arrêt de non-lieu qui l'a condamnée à des dommages-intérêts envers le prévenu (3).

Cela est une exception aux principes qui découlent de l'interprétation de l'article 135, d'après lesquels le recours en cassation contre les arrêts de non-lieu des chambres d'accusation, n'est ouvert qu'au procureur général (4).

1. Cass., 6 février, 14 juin 1913. B. C. 293 ; S. 1917, 1, 177.

2. Cass., 30 mars 1896. B. C. 111. — 6 novembre 1903. B. C. 362.
27 juin 1914. B. C. 307.

3. Cass., 6 février, 14 juin 1913. B. C. 2931. — 6 octobre 1925. B. C. 275
4 décembre 1935. G. P. 1936, 1, 29. — 4 mai 1935. B. C. n° 54 ; G. P. 1935, 2, 140.

4. Cass., 6 février, 14 juin 1913 déjà cité.

CHAPITRE III

Réglementation de la Détention préventive

La réglementation de la détention préventive, dans certains cas bien précis, par la chambre des mises en accusation, constitue pour cette haute juridiction une fonction toute nouvelle. La chambre d'accusation a toujours été compétente en matière de détention préventive, mais seulement lorsqu'elle était saisie par un appel interjeté par le ministère public ou le prévenu. Par conséquent, elle ne statuait que comme juridiction du second degré et à la suite d'un recours facultatif.

Au contraire, la chambre d'accusation, dans sa fonction nouvelle, statuera comme juridiction du premier degré et avec une compétence qui lui est propre. Il y a là une différence remarquable avec les deux premières attributions que nous avons déjà examinées, et dans lesquelles la chambre d'accusation ne statuait qu'après examen des faits qui lui étaient soumis par le juge d'instruction, celui-ci ayant déjà donné son opinion sur la question.

En vertu des nouveaux textes résultant de la loi du 25 mars 1935, la chambre des mises en accusation n'a pas seulement comme les autres juridictions le droit de statuer sur la mise en liberté provisoire pendant la période où elle a l'affaire entre les mains.

Il peut arriver au contraire, en matière de détention préventive, qu'elle ait compétence avant même

d'être saisie du procès, et cela résulte du nouvel article 116, et il peut arriver aussi qu'on ait recours à elle en cette matière, bien qu'elle soit déjà dessaisie.

Les dispositions de l'article 116 de la loi du 25 mars 1935 représentent l'aboutissement des tâtonnements du législateur dans la délicate question de la prolongation de la détention préventive d'un inculpé au cours de l'information du juge d'instruction. Le législateur de 1933, estimant que la détention préventive laissée à la discrétion du juge d'instruction était incompatible avec une bonne protection de la liberté individuelle, avait fait revivre l'institution de la chambre du conseil, auquel le juge d'instruction devait avoir recours mensuellement pour maintenir l'inculpé en détention. Le législateur de 1935 a de nouveau supprimé cet organe ; l'expérience avait vite démontré son inutilité, et l'avait condamné, à raison de son formalisme et de ses complications. « Le plus souvent, a déclaré le rapporteur au Sénat de la loi de 1935, c'est un juge délégué qui constitue la chambre du conseil. Ce magistrat ignorant tout de l'affaire à tendance toute naturelle à s'en remettre à l'avis du juge d'instruction. En sorte que cette chambre du conseil qui apparaissait au législateur de 1933, comme la garantie suprême de la liberté individuelle, est devenu un organe purement administratif sans portée et sans intérêt » (1).

Le législateur devait donc épargner au juge d'instruction de recourir constamment à ces vaines formalités et lui imposer un contrôle moins fréquent mais véritablement efficace. Pour arriver à résoudre ce double problème, les rédacteurs de la loi de 1935, ont divisé les détentions préventives en deux par-

1. Rapport de M. BOIVIN-CHAMPEAUX. Sénat 4 décembre 1934. Doc parlementaires n° 606, p. 886.

ties : tout d'abord la partie de la détention inférieure à deux mois et demi, puis la partie excédant ce délai. Il ressort en effet de l'examen des statistiques criminelles que la durée moyenne des détentions préventives est de deux mois et demi.

La prolongation de la détention jusqu'à cette durée est laissée à l'appréciation du juge d'instruction qui pourra rendre successivement deux ordonnances augmentant d'un mois la détention initiale de cinq ou quinze jours.

Mais en ce qui concerne la partie de la détention préventive excédant le délai normal, quand les nécessités de l'information exigent de plus longs délais, ce n'est plus au juge d'instruction de décider : la loi a chargé de cette fonction la chambre des mises en accusation, qui devient alors le seul arbitre de la détention préventive des inculpés ; il y a là l'innovation essentielle de la loi du 25 mars 1935 (1). Aucune juridiction ne pouvait être mieux désignée que celle qui est déjà « le centre d'instruction des affaires criminelles du ressort ».

La chambre des mises en accusation est saisie par la transmission des pièces à son président par le procureur général auquel le juge d'instruction avait lui-même transmis son rapport sur l'opportunité de la prolongation de la détention.

L'article 116 stipule bien que la détention ne peut être prolongée « que si les nécessités de l'information exigent de plus longs délais ». C'est dire que la prolongation de la détention a un caractère exceptionnel et c'est à la chambre d'accusation qu'il appartient de décider s'il y a lieu de maintenir l'inculpé en détention ; elle a à cet égard de très larges pouvoirs.

1. Voir à ce sujet l'article de M. Ch. BORNET dans le n° 1 janvier-mars de la *Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal comparé*, p. 119 et s. s.

Elle échappe en effet à tout contrôle de la Cour de cassation puisque le nouvel article 118, dernier alinéa porte : « Aucun pourvoi ne sera reçu contre les décisions statuant sur le maintien de l'arrestation ou la mise en liberté provisoire ». C'est dire que la chambre d'accusation sera le seul juge, la juridiction suprême en ce qui concerne la prolongation de la détention au delà de deux mois et demi.

Cette décision de la loi a été prise dans le but de diminuer les retards consécutifs à l'exercice du recours dont certains inculpés peuvent être tentés de faire usage dans le but d'obstruction. Elle est du même ordre que le rétablissement par la même loi du 25 mars 1935, de la mise en état pour les pourvois formés dans les autres matières. Mais cette innovation qui est une des plus notables de cette loi, n'a pas été sans provoquer de nombreuses critiques.

Il a été soutenu qu'elle serait la source de grands inconvénients : en effet, a-t-on dit, tous les pourvois n'étant pas dilatoires, la suppression du recours en cassation aura pour conséquence de laisser démunies de sanctions des irrégularités graves qui peuvent être hautement préjudiciables aux intérêts de la défense. De plus, la suppression du recours à la juridiction suprême empêchera cette dernière de jouer le rôle si utile qui consiste à établir entre les différentes Cours d'appel une unité de doctrine, indispensable dans l'interprétation de tout nouveau texte de loi.

Cette dernière critique est certainement appréciable. Quant à la première, il y a lieu d'y répondre que le contrôle de la détention tel qu'il est organisé paraît offrir des garanties assez fortes à l'inculpé, et en particulier en ce qui concerne la prolongation de la détention par la chambre d'accusation, la haute autorité de cette juridiction forme une garantie suffi-

samment puissante par elle-même en cette matière. D'ailleurs ce qui montre bien que les pourvois formés sous ce chef sont presque tous dilatoires et que leur suppression n'entraîne pas grand dommage pour les prévenus, c'est que « depuis 1933, il n'y a pas eu d'exemple que la Cour de cassation ait admis aucun des pourvois formés en ces matières » (1). Enfin, voici encore une raison qui retire tout intérêt pratique à maintenir à l'inculpé la possibilité d'user de la voie de cassation, c'est que justement en cette matière de la détention préventive, l'inculpé pourra toujours faire une demande de mise en liberté provisoire (1), et sa demande pourra être infiniment réitérée.

En plus de ce pouvoir souverain, qui dérive de l'article 118, la chambre d'accusation s'est vue donner par la loi un très large pouvoir en ce qui concerne la prolongation même de la détention préventive. Elle dispose alors des moyens de contrôle les plus complets et des pouvoirs de décision les plus absolus. En effet, la loi lui a laissé toute liberté pour prolonger à son gré la détention.

Elle peut tout d'abord ordonner que l'inculpé restera en état de détention seulement pour une période déterminée, qui lui paraît suffisante pour que le juge d'instruction puisse achever l'information : cette période pourra d'ailleurs toujours être renouvelée en suivant les mêmes formes.

Elle peut encore maintenir, par une seule décision, la détention préventive, jusqu'à ce que le juge ait achevé l'instruction, sans fixer aucun délai.

1. Note de M. G. LELOIR, loi du 25 mars 1935. D. P. 1936, 4, 21.

Dans le même sens, article de M. Ch. BORNET dans le n° 1 de la *Revue de Science Criminelle et de Droit pénal comparé*, p. 125.

A l'inverse, la chambre peut aussi, suivant les termes du nouvel article 116, dernier paragraphe, « impartir au juge un délai pour terminer l'information ». Elle prendra généralement cette mesure, quand elle s'apercevra que le juge d'instruction a fait preuve d'une négligence manifeste dans la conduite de l'information. D'ailleurs, il est à remarquer qu'en l'absence de texte, l'inobservation de ce délai par le juge d'instruction n'entraîne pas nullité des actes accomplis par lui postérieurement à la date d'achèvement du délai. Le juge n'encourt que des sanctions d'ordre disciplinaire et s'expose éventuellement à la prise à partie (1).

Enfin, l'article 116 donne encore à la chambre d'accusation saisie d'une demande de prolongation de la détention, le pouvoir « le cas échéant, de procéder elle-même à l'information », et cela soit sur réquisition du ministère public, soit d'office. La chambre n'usera évidemment de cette mesure d'extrême méfiance à l'égard du juge d'instruction que lorsque l'examen de l'information aura révélé que ce dernier l'a menée d'une façon très défectueuse. Cette disposition de l'article 116 n'est en somme qu'une application particulière du contrôle que la chambre d'accusation exerce sur l'ensemble de l'information et que la loi n'a fait qu'étendre au cas actuel.

Il résulte d'autre part des travaux préparatoires de la loi du 25 mars 1935, que le législateur, en édictant le contrôle de la chambre d'accusation sur les informations dépassant une durée de deux mois et demi, a eu un autre but : celui d'accélérer la marche

1. Lois nouvelles, 1936. I. 69. Commentaire de M. F. GOYET sur la loi du 25 mars 1935.

des instructions préparatoires. Cela résulte nettement de l'exposé du rapporteur à la Chambre. « La perspective de soumettre un dossier incomplet et un travail insuffisant au contrôle de la chambre d'accusation qui doit juger sur pièces, qui peut entendre les doléances et les plaintes de l'inculpé, celle en cas d'insuffisance trop marquée de se voir dessaisi par cette haute juridiction, incitera les magistrats à clore leur instruction dans ce délai. » Il y a là l'expression d'une certaine suspicion à l'égard du juge d'instruction, suspicion qui est certainement imméritée et montre que le législateur ne tient pas compte des nombreuses circonstances qui peuvent déterminer un retard dans la poursuite de l'information, et du fait que certains cabinets d'instruction sont surchargés et qu'alors le juge ne peut mener de front toutes les affaires avec la célérité voulue.

Enfin en ce qui concerne encore la réglementation de la détention préventive, la chambre des mises en accusation a une deuxième attribution qui est prévue par l'article 118, et qu'elle exerce bien qu'elle soit déjà dessaisie. A la suite de l'ordonnance de renvoi, la détention préventive est prolongée de plein droit jusqu'au jour du jugement définitif. Si la juridiction saisie, à laquelle il appartient de statuer sur les demandes de mise en liberté provisoire est la Cour d'assises, et si une demande de cette sorte est formée pendant l'intervalle des sessions, c'est la chambre des mises en accusation qui sera compétente pour statuer. Il en sera de même dans le cas de pourvoi en cassation, la juridiction qui a connu en dernier lieu de l'affaire au fond, étant alors compétente pour statuer, et cette juridiction étant la Cour d'assises.

Dans ces deux cas la chambre d'accusation sera saisie sur simple requête.

CHAPITRE IV

Évocation

Haute Surveillance de l'Instruction préparatoire

Voici encore une attribution de la chambre des mises en accusation, dans laquelle, comme celle que nous quittons, et à l'inverse des deux autres, elle n'est pas seulement une juridiction d'appel en matière d'instruction. Elle a une mission plus élevée à remplir ; celle d'exercer une haute surveillance sur toutes les instructions en cours et même d'ouvrir une information à la suite de faits qui n'ont été l'objet d'aucune poursuite. Agissant en juridiction souveraine, la chambre d'accusation pourra sous certaines conditions, évoquer, c'est-à-dire appeler à elle une affaire pendante devant le juge d'instruction pour en connaître à sa place.

On peut dire que c'est la mission caractéristique de la chambre d'accusation (1).

Cette attribution résulte de trois textes qui d'ailleurs ne sont pas exempts de quelque confusion et dont l'un, l'article 235 du Code d'instruction criminelle, recevait rarement application et tombait dans l'oubli lorsqu'une disposition de la loi du 25 mars 1935, celle que nous avons étudiée dans le chapitre précédent et qui traite de la prolongation de la détention préventive par la chambre d'accusation, est venue le revigorer.

1. GARRAUD. *Instruction Criminelle*, III, n° 1046.

L'article 228 dispose que la Chambre d'accusation pourra « ordonner, s'il y échet, des informations nouvelles » et l'apport des pièces servant à conviction. Elle peut ainsi compléter les procédures qui lui paraissent insuffisantes ou qui présentent des lacunes.

Mais là ne se bornent pas ses droits de surveillance ; l'article 235 ajoute, et en cela il apporte une exception au principe suivant lequel l'action publique est indépendante des tribunaux, que « dans toutes les affaires, les cours d'appel, tant qu'elles n'auront pas décidé s'il y a lieu de prononcer la mise en accusation pourront, d'office, soit qu'il y ait ou non une instruction commencée par les premiers juges, ordonner des poursuites, se faire apporter les pièces, informer ou faire informer, et statuer ensuite ce qu'il appartiendra ».

Il y a lieu tout d'abord de faire ressortir que bien que ce texte ne semble pas faire allusion à la chambre d'accusation, puisqu'il emploie l'expression Cour d'appel, c'est bien de cette chambre dont il s'agit ici ; cela ne peut faire nul doute puisque les différentes dispositions du chapitre dont est tiré l'article 235, ont pour objet uniquement de régler les attributions de la chambre d'accusation, et que ce droit ne peut être exercé qu'autant qu'elle n'a pas encore statué sur la mise en accusation ; de plus, un arrêt de la Cour de cassation a statué dans ce sens (1).

D'autre part, il ne faut pas confondre le droit dont l'article 235 investit les chambres d'accusation avec celui qui était conféré à toute la Cour d'appel, chambres assemblées. En effet, la chambre d'accusation peut bien invoquer l'instruction lorsqu'elle

1. Cass., 13 juin 1850. B. C. 195.

aperçoit dans les affaires dont elle est saisie, des délits connexes qui n'ont pas été compris dans les réquisitions du ministère public, ou des poursuites à exercer contre d'autres personnes que celles qui figurent dans la procédure, mais elle ne pourrait en aucune façon enjoindre au procureur général de diriger des poursuites à raison de crimes ou délits qui ne se rattacheraient à aucune affaire en cours d'instruction. C'est là un droit qui était réservé à la Cour et qui ne pouvait être étendu à une chambre seule de la Cour (1).

D'ailleurs ce droit des cours d'appel était devenu de nos jours quelque chose de désuet, et il a été abrogé par la loi du 24 février 1934, art. 3 (2).

L'article 35 autorise la chambre d'accusation à s'attribuer l'instruction lorsqu'il y a déjà poursuite ; elle suppose que le ministère public a déjà agi, et il semble que son but soit de permettre à la chambre de donner à l'action tout le développement dont elle est susceptible, de ne laisser dans l'ombre aucun fait qui puisse se rattacher à l'affaire.

Enfin l'article 250 est ainsi conçu : « Lorsque dans la notice des causes correctionnelles ou de simple police, le procureur général trouvera qu'elles présentent des caractères plus graves, il pourra ordonner l'apport des pièces dans la quinzaine seulement de la réception de la notice, pour ensuite être par lui fait dans un autre délai de quinzaine du jour de la réception des pièces, telles réquisitions qu'il estimera convenables, et par la Cour être ordonné dans le délai de trois jours ce qu'il appartiendra ». Cet article fait allusion à la notice hebdomadaire des affaires crimi-

1. MANGIN. *Tr. de l'action publique*, n° 25. - F. HÉLIE, v, n° 2165.

2. Voir à ce sujet l'article de M. G. LELOIR, dans le n° 1, janvier-mars 1936 de la *Revue de Science Criminelle et de Droit pénal comparé*, p. 21.

nelles, correctionnelles et de simple police, que le procureur de la République doit envoyer au procureur général aux termes de l'article 249. Il suppose qu'au vu de cette notice, le procureur général ne partage pas l'opinion des magistrats de première instance au sujet de l'une des affaires qui y sont portées, et qu'il estime qu'elle présente des caractères plus graves que ceux qui lui avaient été attribués. D'ailleurs ce motif n'est pas le seul qui peut être invoqué pour justifier la mesure de l'évocation, ce peut être aussi pour maintenir l'ordre public, ou écarter les influences extérieures. (1)

Dans ce cas, le procureur général demandera, dans un délai de quinze jours, que les pièces lui soient transmises ; et cela même dans le cas où le renvoi devant la juridiction de jugement avait été ordonné par le juge d'instruction ou qu'une procédure par citation directe avait été suivie. Le procureur général peut alors dessaisir la juridiction devant laquelle l'affaire avait été portée, sauf cependant si le jugement a été rendu et même s'il n'est pas définitif (2). Puis il remet les pièces à la chambre d'accusation.

Celle-ci pourra alors, en vertu de l'article 228, ordonner un supplément d'information. Mais, qu'elle procède ainsi à une information supplémentaire ou qu'elle se charge de l'instruction complète en vertu de l'article 235, la chambre des mises en accusation ne procédera jamais par elle-même à aucun acte d'instruction : elle ne peut ni interroger un prévenu, ni entendre des témoins. Il lui faut, après avoir ordonné une instruction dans le cas de l'article 228 ou dans le cas de l'article 235, désigner un magistrat

1. F. HÉLIE et DEPEIGES. *Pratique criminelle*, T. I, n° 606.

2. Cass., 19 mars 1812. B. C. n° 63.

chargé d'y procéder, comme l'indique l'article 236. Ce magistrat pourra d'ailleurs être soit l'un de ses membres, soit un juge du tribunal de première instance (1) ; l'article 235, en effet, emploie les termes : informer ou faire informer.

Ce magistrat a toutes les attributions du juge d'instruction. L'article 236 dit en effet : « Il fera toutes les fonctions de juge instructeur ». Et l'article 237 précise qu'« il entendra les témoins ou commettra, pour recevoir leurs dépositions, un des juges du tribunal de première instance dans le ressort duquel ils demeurent ; interrogera le prévenu, fera constater par écrit toutes les preuves ou indices qui pourront être recueillis, et décernera, suivant les circonstances, les mandats d'arrêt, d'amener ou de dépôt. » Mais cette émunération n'est pas limitative (2) ; elle est considérée comme étant simplement énonciatrice et le magistrat instructeur pourra faire d'autres actes, par exemple nommer des experts et recevoir leur serment. Cependant le magistrat instructeur aura-t-il qualité pour faire tous les actes d'instruction ? Faut-il l'assimiler entièrement au juge d'instruction en ce qui concerne les pouvoirs que la loi lui a conférés ?

Il y a tout d'abord un point à dégager : le magistrat instructeur tient ses pouvoirs de la chambre d'accusation. Celle-ci pourra donc limiter, suivant sa volonté, les attributions du magistrat désigné par elle ; elle pourra indiquer restrictivement les points sur lesquels elle désire être éclairée et déterminer les actes qu'il devra accomplir. Dans ce cas, la question est simplifiée et il n'y aura pas d'hésitation.

1. Cass., 12 décembre 1913. B. C. 549.

Ce pourrait même être le juge d'instruction qui a déjà instruit l'affaire. — Cass., 9 mars 1916. B. C. 58.

2. Cass., 27 juillet 1907. B. C. n° 348. S. 1909, 1, 169.

Mais dans une affaire où la chambre d'accusation n'aurait nullement restreint les pouvoirs transmis au juge d'instruction, la question s'est posée de savoir si ce dernier pouvait statuer sur une demande de mise en liberté provisoire.

L'arrêt rendu sur cette question par la Cour de cassation est capital, car, en même temps qu'il résoud la question, il donne une formule générale pour l'interprétation des articles 236, 237 et 240 (1). Voici les termes de l'arrêt : « Lorsque la chambre des mises en accusation d'une Cour d'appel, saisie à la suite de l'ordonnance de transmission du juge d'instruction, a ordonné un supplément d'information, le conseiller délégué pour y procéder a tout pouvoir pour faire les actes d'instruction qu'il juge nécessaires, y compris la délivrance des divers mandats d'arrestation ; mais il ne peut faire aucun acte de juridiction et en conséquence ne saurait statuer sur une demande de mise en liberté provisoire. »

Le système de la Cour de Cassation s'écarte tout à fait des textes où il ne semble prendre aucun point d'appui. L'article 236 donne en effet sans restriction, au magistrat désigné, les pouvoirs du juge d'instruction. L'article 237 donne une énumération de ces pouvoirs qui ne peut être considérée comme limitative ; en tout cas, parmi les attributions qu'il a citées se trouve celle de décerner des mandats d'arrêt et de dépôt ; elle constitue sans aucun doute un acte de juridiction, puisqu'elle consiste à juger les charges recueillies contre l'inculpé et à décider si elles sont suffisamment graves pour lui ôter la liberté et qu'ainsi elle préjuge le fond puisque, comme le

1. Cass., 27 juillet 1907. B. C. n° 248 ; S. 1909, 1, 169.

disait Mangin (1), le fond en matière d'instruction ne consiste pas que dans la question de savoir si l'inculpé est coupable ou non ; il commence pour le prévenu dès l'instant qu'il est atteint dans sa personne, dans son domicile ».

Et il n'est pas contesté que le juge délégué, lorsqu'il estime que l'instruction est complète, puisse rendre une ordonnance de soit-communiqué. Voilà cependant encore un acte de juridiction.

Pourtant, en faveur du système de la Cour suprême, il faut reconnaître que le magistrat instructeur ne peut pas être entièrement assimilé au juge d'instruction ; ce dernier, en effet, depuis la loi de 1856, représente à lui seul une juridiction d'instruction ; le magistrat délégué, au contraire, a une juridiction de cette sorte à côté de lui, c'est la chambre d'accusation. Cette différence ne pourrait être sans conséquence, et ne pas influencer sur les attributions du magistrat délégué pour les restreindre sensiblement et lui interdire en particulier les ordonnances de renvoi ou de non-lieu qui imprimeraient à l'action et à la procédure un mouvement incompatible avec leur état actuel (2).

Il nous semble qu'on pourrait concevoir un système dans lequel ces ordonnances seules seraient interdites au magistrat instructeur. Ainsi on n'irait pas à l'encontre des articles 236 et 237, et, d'autre part, il apparaît que cette solution soit commandée par l'article 239 qui déclare : « S'il résulte de l'examen qu'il y a lieu de renvoyer le prévenu à la Cour d'assises, la Cour prononcera ainsi qu'il est dit aux

1. *Tr. de l'instruction écrite*, I, n° 18.

1. Note de M. ROUX sous Cass., 27 juillet 1907. S. 1909, I, 169.

articles 231, 232 et 233 ci-dessus. S'il y a lieu à renvoi en police correctionnelle, *la Cour* se conformera aux dispositions de l'article 230 ».

Et nous concluons avec M. Roux que « l'arrêt de la Cour de cassation est inacceptable ; qu'en effet, dans tout magistrat instructeur il y a une juridiction. Et la saisine de la chambre d'accusation n'est pas un obstacle à son existence, puisque cette saisine est mitigée par la délégation des fonctions d'instruction ».

En effet, le magistrat instructeur ne procède qu'en vertu d'une délégation de la chambre d'accusation (1). Il en résulte que cette dernière, lorsque l'instruction est terminée, peut estimer, contrairement à l'opinion de son délégué, que l'instruction n'est pas complète et ordonner soit de plus amples poursuites, soit de nouvelles mesures d'information. De même, l'appel est possible contre les ordonnances du magistrat délégué, et ce sera la chambre d'accusation qui se prononcera sur ces appels. Dans ce cas, un vieil arrêt de Cassation a même décidé que le magistrat peut concourir à l'arrêt rendu sur l'appel interjeté par le ministère public contre une ordonnance par lui rendue (2).

La chambre d'accusation ne peut donc user des attributions qui lui sont conférées par les articles 228 235 et 250, que par l'intermédiaire d'un magistrat désigné par elle. Ces attributions consistent en ceci : « elle peut : 1^o compléter les poursuites dont elle est saisie et les étendre à tous les faits qui peuvent s'y rattacher, à toutes les personnes qui peuvent y être impliquées ; 2^o ordonner une information lorsque,

1. Cass., 8 février 1934. D. H. 1934, 150.

2. Cass., 2 novembre 1821. J. P. T. xvi, p. 926.

dans l'exercice de ses fonctions, c'est-à-dire en examinant quelque procédure dont elle est saisie, elle découvre les traces d'un crime ou d'un délit ; 3° enfin, évoquer, soit d'office lorsqu'elle se trouve déjà saisie, soit sur les réquisitions du ministère public, l'instruction des affaires qui sont poursuivies devant les juges inférieurs. » (1).

L'exercice de ces importantes attributions, qui, selon l'exposé des motifs, ont été conférées à la chambre « pour qu'aucun crime ne reste impuni », est soumis à plusieurs conditions.

La première condition est que les faits puissent être déclarés crime, délit ou contravention par la loi. Cette condition est d'ailleurs celle qui est exigée chaque fois qu'il y a à examiner la compétence de la chambre d'accusation.

La deuxième condition est que la chambre soit régulièrement saisie de l'affaire dans laquelle ces faits se révèlent ou qu'elle en acquière la connaissance dans l'exercice de ses fonctions. Elle peut alors se saisir de toute infraction résultant de la procédure. Il résulte en effet des articles 228, 235 et 250, qu'ils supposent l'existence d'une première procédure à laquelle les informations ordonnées viennent se rattacher, « dans laquelle du moins elles ont pris leurs sources, une première poursuite qui sert de base ou de point de départ à la poursuite nouvelle » (2). Mais la façon dont est déjà saisie la chambre d'accusation importe peu ; ce peut être aussi bien en vertu des articles 133 et 135, que sur les réquisitions du procureur général.

1. FAUSTIN-HÉLIE, v, n° 2165. — GARRAUD, *Inst. Crim.*, III, n° 1037.

2. FAUSTIN-HÉLIE, v, n° 2166.

La troisième condition c'est que la chambre soit encore saisie, c'est-à-dire qu'elle n'ait pas déjà statué sur la question (1). L'article 235 spécifie en effet qu'elle ne pourra évoquer que « tant qu'elle n'aura pas décidé s'il y a lieu de prononcer la mise en accusation ». C'est qu'à partir du moment où elle s'est prononcée, ses pouvoirs sont épuisés et que par conséquent elle ne peut par évocation se ressaisir de l'affaire. Or, ses attributions extraordinaires ne sont que la conséquence de ses attributions ordinaires.

De même, la chambre ne serait plus saisie, dans le cas où les faits par elle évoqués seraient couverts par une ordonnance de non-lieu ayant acquis force de chose jugée. Lorsqu'une ordonnance de non-lieu a été rendue et n'a point été attaquée, lorsque les pièces sont envoyées à la chambre des mises en accusation parce qu'il se trouve à côté des chefs d'acquiescement des chefs de prévention, cette chambre ainsi saisie, ne peut, en évoquant effacer le bénéfice acquis à l'ordonnance de non-lieu ; « sur ce point l'instruction n'est pas seulement commencée, elle est consommée » (2).

Mais la chambre d'accusation, même valablement saisie, n'a pas toujours les mêmes droits et les mêmes pouvoirs ; il y a lieu de faire des distinctions suivant les façons dont elle peut être saisie : par le renvoi des procédures en vertu des articles 133 et 135 ; par un réquisitoire du procureur général tendant à ce qu'elle procède à des poursuites qui ne sont pas encore formées.

1^o Dans le cas où la chambre est saisie par trans-

1. Cass., 20 janvier 1898. B. C. n^o 22. ; S. 1899, 1, 61.

2. Cass., 22 mai 1852. B. C. n^o 166.

mission du dossier ou par voie d'appel, elle pourra exercer son droit d'évocation sur toutes les affaires en cours d'instruction, tant qu'elle ne se sera pas prononcée sur la mise en accusation, et dès qu'elle le jugera utile ; elle pourra statuer à l'égard de certains individus qui ont participé aux faits sur lesquels a porté l'instruction, mais qui n'ont pas été renvoyés devant elle. Et, même si l'appel par lequel elle s'est trouvée saisie est restreint à un acte de l'instruction ou à une exception présentée devant les premiers juges, et quelle que soit la partie qui l'a interjeté, la chambre d'accusation pourra embrasser la procédure tout entière. « La chambre d'accusation qui, sur l'appel du prévenu a annulé l'ordonnance par laquelle le juge d'instruction saisi du déclinatoire a déclaré refuser de statuer, peut évoquer la cause et statuer sur la mise en prévention, s'il y a lieu » (1). De même, elle peut, lorsqu'elle n'a été saisie que par l'appel d'une partie civile, ordonner la mise en accusation d'un individu non compris dans les premières poursuites et contre lequel une information nouvelle ordonnée par elle a produit des charges (2). « La chambre d'accusation ne fait en cela que prononcer sur un accessoire à des poursuites dont elle est légalement saisie, et sur une instruction qui, lui paraissant suffisante, doit dispenser de toute autre instruction particulière et spéciale » (3).

Cependant, il y a une limite importante à ces pouvoirs : ils se trouvent arrêtés devant les faits couverts par l'autorité de la chose jugée ; en effet,

1. Cass., 2-15 février 1934. B. C. n° 19 ; D. P. 1934, 1, 168.

2. FAUSTIN-HÉLIE, v, n° 2167.

3. Notes manuscrites du Président BARRIS, n° 302.

l'évocation implique l'appel d'une affaire qui n'est pas terminée.

2^o Dans le cas où la chambre d'accusation est saisie par le procureur général après examen par lui de la notice hebdomadaire, la cour doit être mise à même d'exercer ses fonctions par un réquisitoire du procureur général. Ses pouvoirs sont plus étendus qu'ils ne l'étaient dans le cas précédent. En effet, la chambre peut alors non seulement ordonner de nouvelles informations sur les faits dont elle est saisie et sur ceux qui s'y rattachent, mais encore en statuant sur les réquisitions du procureur général, évoquer les procédures commencées par les premiers juges et ordonner des poursuites qui ne sont pas encore commencées.

TROISIÈME PARTIE

LA PROCÉDURE

On a longtemps pu dire de la procédure suivie devant la chambre des mises en accusation, qu'elle restait figée dans le moule du vieux système inquisitoire et que c'était là son caractère essentiel.

Cette constatation, ou plutôt cette critique, car c'était généralement sous cette forme qu'elle était énoncée, est restée entièrement exacte jusqu'aux lois des 7 février 1933 et 25 mars 1935. Depuis cette date, ce jugement n'est plus que partiellement fondé. En effet, la conséquence de ces lois a été de faire perdre tout d'abord à la procédure suivie devant la chambre d'accusation, son homogénéité ; il n'y a plus une procédure suivie devant cette chambre dans toutes ses attributions quelles qu'elles soient. La chambre d'accusation voit maintenant se dérouler une procédure spéciale, presque dans chacune de ses fonctions, et dans certains cas le caractère inquisitoire primitif a complètement ou presque entièrement disparu.

Cependant il n'en reste pas moins que la vieille procédure n'est laissée de côté que dans certaines de ses parties et qu'elle reste encore la base des différents systèmes nouvellement élaborés.

Enfin il y a toujours une procédure spéciale dans les cas où la chambre d'accusation use des pouvoirs

que lui reconnaissent les articles 228, 235 et 250, et cela est nécessaire puisque, nous l'avons vu, la chambre ne peut pas procéder par elle-même à l'instruction lorsqu'elle décide d'évoquer une affaire non encore instruite ou imparfaitement instruite, ou lorsqu'elle ordonne une information nouvelle. Il en sera encore de même dans le cas de survenance de charges nouvelles, après arrêt de non-lieu ; elle désignera un magistrat pour procéder à une nouvelle instruction.

Nous examinerons donc tout d'abord la procédure ancienne qui est toujours en vigueur quand la chambre d'accusation est saisie par la transmission du dossier en vertu de l'article 133.

Puis nous relaterons les changements qu'ont apportés les articles 135 nouveau, quand elle est saisie par appel d'une ordonnance du juge d'instruction, et 116 nouveau quand elle doit statuer sur la prolongation de la détention préventive.

Enfin, nous étudierons quelle est la procédure que doit suivre le magistrat délégué par la chambre d'accusation pour procéder à une instruction.

CHAPITRE I

La Procédure du Code de 1808

Nous trouvons ici les caractères essentiels de la procédure inquisitoire ; cette procédure est en effet écrite, secrète, non contradictoire. Ecrite puisque la chambre statue uniquement sur pièces, réquisition écrite du procureur général, rapport d'un conseiller ; secrète, puisqu'elle statue à huis-clos, hors la présence du public et des parties ; non contradictoire, puisqu'elle n'entend ni l'accusé, ni la partie civile qui peuvent seulement lui fournir des mémoires.

C'est de plus une procédure expéditive, la loi ayant fixé une série de très courts délais pour que la chambre puisse se prononcer très rapidement.

Examinons maintenant en détail chaque partie de cette procédure ; tout d'abord la mise en état par le procureur général, puis la procédure devant la chambre.

1^o Le premier acte de cette procédure est le rapport du procureur général. L'article 217 dispose qu'il « sera tenu de mettre l'affaire en état dans les cinq jours de la réception des pièces qui lui auront été transmises en exécution de l'article 133 ou de l'article 135, et de faire son rapport dans les cinq jours suivants, au plus tard. »

Ce texte impartit donc au procureur général un délai de dix jours pour établir un rapport ; cette

prescription de la loi a été l'objet de vives critiques (1). En effet, le ministère public se trouve ainsi chargé de deux missions, celle de présenter un rapport sur l'affaire, et celle de conclure et requérir. La Cour, dit l'article 218, devra « entendre le rapport de ce magistrat, et statuer sur ses réquisitions ». Ainsi par une singulière confusion dans le fonctionnement des divers organes qui concourent à l'administration de la justice, le procureur général cumule le rôle de rapporteur et d'accusateur. Cependant, depuis la loi du 28 avril 1919, l'un des conseillers est aussi chargé de rédiger un rapport.

En vertu de l'article 45 du décret du 6 juillet 1810, c'est un substitut du procureur général, qui, après inscription de l'affaire destinée à la chambre d'accusation sur un registre spécial, procède à l'examen du dossier et à la rédaction du rapport « sous la surveillance immédiate du procureur général ».

Mais le délai de dix jours établi par la loi pour faire ce rapport ne doit pas être considéré comme obligatoire. Malgré l'avis contraire de Carnot (2), la jurisprudence a décidé que le procureur général n'est pas obligé d'attendre le terme du délai pour remettre son rapport et qu'ainsi la chambre peut être appelée à statuer avant que dix jours ne soient écoulés (3). D'ailleurs l'expression « dans les cinq jours *au plus tard* » le démontrent suffisamment.

Toutefois, si ce délai peut être abrégé, il ne saurait en aucun cas être supprimé entièrement sans

1. FAUSTIN-HÉLIE, v, 2181. — GARRAUD. *Instr. Crim.*, III, n° 1025.

2. *Instr. crim.*, T. II, p. 276.

3. Cass., 23 avril 1903. B. C. n° 159; S. 1904, I, 104. — 4 mai 1907. B. C. n° 211; S. 1907, I, 528.

excès de pouvoir et sans atteinte aux droits de la défense (1).

A l'inverse, bien que le désir du législateur ait été que le rapport du procureur général soit présenté dans le délai fixé par l'article 217, il n'y aurait aucune déchéance dans le cas où les dix jours seraient écoulés avant la déposition du rapport (2). Cette prolongation du délai fixé résulte quelquefois d'une demande du prévenu quand elle est fondée sur de justes motifs, afin qu'il ait le temps de produire son mémoire (3).

Il résulte en effet du 2^e alinéa de l'article 217, que « pendant ce temps, la partie civile et le prévenu pourront fournir les mémoires qu'ils estimeront convenables, sans que le rapport puisse être retardé ». C'est là une suite directe du fait que la procédure est écrite. Le prévenu et la partie civile, qui ne peuvent se défendre devant la chambre, pourront ainsi présenter les arguments qu'ils jugent favorables à la défense de leurs intérêts. Mais il leur faudra user de ce droit avec célérité, puisque, nous l'avons vu, le délai prévu peut être réduit par le procureur général, et que celui-ci n'est aucunement astreint à le prolonger sur leur demande. Et la cour n'est pas davantage obligée d'accorder ce nouveau délai.

Il est d'ailleurs à remarquer que la loi ne semble avoir accordé qu'à regret ce droit aux parties ; la formule de l'article 217 le montre bien. Et elle prend soin de préciser qu'il ne faut pas que le rapport du procureur général ne s'en trouve retardé. De plus, elle a négligé d'accorder aux parties le droit que la procé-

1. Cass., 3 mars 1898. B. C. n° 95 ; S. 1899, 1, 381.

2. Cass., 16 juillet 1887. B. C. 273. — 6 novembre 1868. B. C. n° 221. D. P. 1869, 5, 246.

3. Cass., 13 août 1863. B. C. n° 218 ; D. P. 1864, 1, 407.

dure leur soit communiquée. Et il résulte de l'article 302 que cette communication n'est obligatoire qu'après l'interrogatoire devant le président des assises.

Cependant cette communication est considérée comme une conséquence nécessaire du droit de fournir un mémoire ; elle n'en reste pas moins à l'entière disposition du procureur général, qui peut toujours soit la refuser, soit la prescrire, suivant les circonstances (1). Il semble juste d'ailleurs que le prévenu mis en demeure de se défendre, ait les moyens de le faire.

Mais il y a pour lui une question non moins grave et que le loi a aussi laissée de côté.

Dans aucun article du Code, il n'est indiqué comment l'inculpé aura connaissance de la transmission des pièces au procureur général. La carence du législateur est apparue si évidente que par une décision en date du 27 décembre 1876, le garde des Sceaux avait obligé à notifier aux inculpés l'ordonnance du juge d'instruction en vertu de laquelle le dossier est transmis au procureur général. Cette question a d'ailleurs perdu beaucoup de son intérêt depuis la loi du 8 décembre 1897, qui prescrit de donner connaissance aux conseils de toute ordonnance du juge. Et la jurisprudence récente décide que « la faculté accordée à l'inculpé par l'article 217 du Code de procédure criminelle de fournir tels mémoires qu'il estimerait convenables, n'implique pas pour le procureur général l'obligation de l'aviser du jour où il a reçu cette procédure » (2). Le prévenu est donc laissé dans l'ignorance du moment où la chambre d'accusation

1. Cass., 9 décembre 1892. B. C. n° 327 ; S. 1893, 1, 112.

2. Cass., 8 février 1934. D. H. 1934, 150.

sera saisie de sa cause (1), et du jour où son dossier sera examiné par cette juridiction (2).

Enfin la jurisprudence décide que le droit pour l'inculpé de produire un mémoire emporte celui de prendre des conclusions. L'inculpé a été admis ainsi à déposer des conclusions tendant à un supplément d'information sur des points nettement précisés, ou bien tendant à faire déclarer la procédure irrégulière (3). De plus, il doit être statué sur tous les chefs à peine de nullité (4). Et le prévenu, au lieu de produire immédiatement son mémoire, peut demander, par des conclusions préalables, qu'un délai lui soit donné ou que communication des pièces lui soit accordée. La chambre d'accusation pourra ainsi décider en ces matières, de même que le procureur général.

2° Quand le rapport du procureur général est prêt, la chambre des mises en accusation est convoquée sur la demande de ce dernier, par son président. En vertu de l'article 219 elle doit se prononcer « immédiatement après le rapport ». Cependant cet article ajoute qu'« en cas d'impossibilité, la section devra prononcer au plus tard dans les trois jours ».

Cela fait treize jours depuis la transmission des pièces au procureur général ; c'est donc une procédure que la loi a voulu rendre très rapide. Mais ces délais ne sont pas prescrits à peine de nullité.

La chambre d'accusation se réunit à huis-clos en chambre du conseil. « Le greffier, dispose l'article 222, donnera aux juges, en présence du procureur général,

1. Note de J. A. R., sous Cass., 10 mai 1935, S. 1936. 1.233.

2. Cass., 28 avril 1933. B. C. n° 33 ; G. P. 1933, 2, 200. — 27 juillet 1911. B. C. n° 385.

3. Cas., 10 mars 1905. B. C. 115.

4. Cass., 24 novembre 1923. B. C. 408.

lecture de toutes les pièces du procès. » Cette disposition fastidieuse peut être négligée sans que nullité s'en suive, puisqu'aucun texte de loi n'exige qu'il soit mentionné dans l'arrêt que la lecture des pièces a été faite par le greffier (1). De plus, elle paraît inutile depuis la prescription de la loi du 28 avril 1919, d'après laquelle un rapport sur l'affaire doit être fait par l'un des conseillers qui composent la chambre. Ce rapport est à l'inverse exigé à peine de nullité par la loi (2).

Ce rapport est donc une formalité essentielle, qui doit être constatée dans l'arrêt.

Et lorsqu'après un premier rapport, il a été procédé à un supplément d'information ordonné par la Cour, un nouveau rapport doit obligatoirement être fait devant la chambre d'accusation. « Ce rapport est nécessaire pour porter à la connaissance des juges les nouveaux éléments d'appréciation sur lesquels ils avaient à statuer et l'omission de cette formalité constitue dès lors une raison péremptoire de nullité de la décision intervenue » (3).

Après ces formalités de la lecture des pièces et du rapport d'un conseiller, « les pièces du procès sont laissées sur le bureau ainsi que les mémoires que la partie civile et le prévenu auront fournis ». Puis le procureur général déposera ses réquisitions écrites et signées, et, comme l'exige l'article 224, « il se retirera ainsi que le greffier ». La prescription du Code est formelle.

Cependant il a été décidé par la Cour de cassation

1. Cass., 31 juillet 1903. B. C. n° 283.

2. Cette loi n'a fait que consacrer la pratique qui avait déjà remplacé la lecture des pièces par le rapport d'un conseiller.

3. Cass., 10 décembre 1931. B. C. n° 286. — *Gaz. Palais*, 1932, 1, 365.

que « la circonstance que le ministère public et le greffier ne se seraient pas retirés lors de la délibération de la chambre, ne saurait fonder un grief, les dispositions de l'article 224 n'étant pas prescrites à peine de nullité » (1). Il est regrettable que la jurisprudence ait déduit de ce que le Code n'ait pas indiqué la sanction qui résulterait de l'inobservation de ce texte, que cette sanction n'était point la nullité ; elle n'a d'ailleurs pas donné de motifs sur lesquels elle pourrait appuyer sa solution. Il semble contraire à la justice que la présence du ministère public et du greffier soit tolérée dans la salle où délibèrent les magistrats, surtout à la suite d'une procédure d'où ont toujours été exclus le prévenu et la partie civile. Et, de plus, étant donnés les termes précis de l'article 224, cela est contraire à la volonté du législateur (2).

Enfin l'article 225, qui pourrait d'ailleurs aussi être invoqué contre cette décision de la jurisprudence, dispose que « les juges délibéreront entre eux sans déssemparer et sans communiquer avec personne ». C'est alors qu'ils doivent prendre connaissance des pièces déposées sur le bureau et se prononcer sur l'affaire, à la majorité des voix, séance tenante au plus tard dans les trois jours. Ce délai, qui est souvent insuffisant dans les affaires compliquées où figurent de nombreux prévenus, n'est pas prescrit à peine de nullité (3).

Et la chambre statuera en l'absence du prévenu, de la partie civile et des témoins. Il est curieux de

1. Cass., 16 octobre 1925. B. C. 275. — 24 juillet 1919. B. C. 190.

2. Surtout si l'on rappelle que l'article 224 est inspiré de l'article 238 du Code de Brumaire an iv, et que dans ce code, l'article 239 contenait la sanction que les rédacteurs du Code de 1808 ont négligé de formuler, se bornant à se référer à ce qui était en vigueur.

3. Cass., 1^{er} août 1878. B. C. n° 175 ; D. 1879, 1, 390.

remarquer que cette disposition, comme nous l'avons déjà vu, n'était pas observée dans l'ordonnance de 1670 où les témoins et le prévenu pouvaient être colloqués, et qu'elle n'a été instituée dans la loi du 7 pluviose an IX, que pour préparer la suppression du jury d'accusation.

La chambre d'accusation doit statuer sur tous les chefs de demandes, sur tous les faits et sur toutes les circonstances ; elle doit pour cela prendre connaissance de toutes les pièces du dossier qui lui ont été transmises et des mémoires et conclusions qui ont pu lui être adressés par le prévenu ou la partie civile. En effet, « si la lecture de toutes les pièces du procès par le greffier n'est pas prescrite à peine de nullité, l'article 222 exige que ces pièces, et notamment les mémoires de la partie civile et du prévenu soient portés à la connaissance du juge » (1). Sera donc « annulé pour violation de l'article 408, l'arrêt de la chambre d'accusation qui aura omis de statuer sur les conclusions de l'accusé tendant à la reprise de l'instruction suivie contre lui à dater du premier acte nul d'une procédure annulée par la Cour de cassation » (2).

Enfin, il résulte encore de la jurisprudence que tant que la chambre n'a pas rendu son arrêt et n'a pas par là irrévocablement fixé l'état de l'affaire, le ministère public doit être admis à conclure et à produire à l'appui de ses conclusions « les pièces et développements qu'il croit utiles à la manifestation de la vérité ». La chambre devra donc, soit au cours du délibéré, soit, dans le cas où elle s'ajourne pour rendre son arrêt, après la clôture de son délibéré,

1. Cass., 2 mai 1924. B. C. n° 184 ; D. H. 1924, 412.

2. Cass., 30 mai 1924. B. C. n° 238 ; D. H. 1924, 493.

statuer sur les nouvelles conclusions remises à son président par le ministère public, et en entendre le développement (1).

Il faut reconnaître à la partie civile et à l'inculpé le même droit de déposer des conclusions jusqu'à ce que la chambre ait rendu son arrêt (2).

D'autre part, bien que la chambre ait l'obligation de faire état de toutes les pièces qui se trouvent au dossier et doive avoir en mains le dossier complet, il ne peut tout d'abord lui être fait grief d'avoir statué alors qu'un certain nombre de notes ou de documents adressés par le prévenu au juge d'instruction ne figuraient pas dans le dossier de procédure transmis au procureur général, tant qu'il n'apparaît pas que les droits de la défense ont été méconnus (3). Et comme l'article 133, qui ordonne la transmission des pièces au procureur général, n'assortit pas cette prescription de la peine de la nullité, le juge d'instruction peut distraire du dossier certaines notes remises par le prévenu, et qu'il avait jugées inutiles à la manifestation de la vérité.

On ne pourrait davantage reprocher à la chambre d'accusation de ne pas tenir compte d'un mémoire non signé, et dont aucune pièce probante ne montre qu'il ait été déposé en temps utile et que la chambre ait pu en prendre connaissance (4).

En somme, le droit de défense devant la chambre d'accusation se manifeste sous une double forme : production d'un mémoire, prise de conclusions. Mais il n'y a là qu'une simple faculté et si la loi n'a pas

1. Cass., 8 avril 1892. B. C. n° 104 ; D. P. 1893, 1, 302.

2. GARRAUD. *Instr. Crim.*, III, n° 1034.

3. Cass., 26 mai 1936. S. 1936, 1, 274.

4. Même arrêt.

voulu supprimer totalement les droits de la défense, elle n'a pas voulu faire de cette faculté, une formalité essentielle de l'instruction. D'autre part, comme le montrent les différents arrêts cités, le droit de défense de l'inculpé n'est garanti que lorsque lui ou son conseil se montrent vigilants en profitant des avantages que la loi laisse à leur disposition.

CHAPITRE II

Nouvelles procédures des lois des 7 février 1933 et 25 mars 1935

Nous venons de le voir, la procédure appliquée devant la chambre d'accusation, quand elle est saisie en vertu de l'article 133, est une procédure à la fois secrète, écrite et non contradictoire.

La loi du 7 février 1933, prenant en considération les nombreuses critiques dirigées contre les caractères de cette procédure, avait décidé que lorsque la chambre serait saisie en vertu de l'article 135, c'est-à-dire à la suite d'un appel à une ordonnance du juge d'instruction, une procédure différente serait suivie, qui n'aurait plus le caractère inquisitoire : la chambre d'accusation ne devait statuer qu'après avoir obligatoirement entendu le ministère public, l'inculpé et son conseil. La procédure, tout en restant secrète, prenait un caractère oral et contradictoire (1).

La loi du 25 mars 1935 est revenue à peu près entièrement sur ce caractère : elle s'est arrêtée à un système intermédiaire, plus souple qui laisse à la chambre des mises en accusation le choix entre les deux procédures, l'ancienne et la nouvelle.

1. Le caractère contradictoire a été admis bien auparavant dans la loi belge du 19 août 1920, qui a modifié l'article 223, même en ce qui concerne la mise en accusation.

Le système de la loi de 1935, s'il était très protecteur des droits de la défense en obligeant la Cour à entendre l'inculpé et son conseil exposer leur système de défense après que le ministère public eut requis, comportait de nombreux et sérieux inconvénients.

L'obligation de transférer l'inculpé, de la ville où se déroule l'instruction au siège de la Cour qui peut en être fort éloigné, pour l'y ramener ensuite, constitue de gros frais pour le Trésor et une perte de temps de nature à prolonger les instructions, même quelquefois à les entraver lorsqu'il y a lieu à procéder à des actes urgents (1).

Avec le système de la loi de 1935, ces formalités compliquées et souvent inutiles sont laissées à la libre disposition de la Cour, qui ne les ordonnera que lorsqu'elle jugera que l'audition du prévenu ou de la partie civile peut être utile à la bonne manifestation de la vérité.

Quant à la mise en état de l'affaire par le procureur général, il n'y a rien de changé ; les délais sont les mêmes. Il y a cependant à remarquer qu'en ce qui concerne les mémoires que peuvent déposer le prévenu et la partie civile, cette dernière n'aura pas le droit d'en déposer au cas d'appel d'une ordonnance du juge d'instruction portant sur la détention préventive ; en ce cas, en effet, elle n'est pas mêlée à la procédure.

La chambre d'accusation statue en principe sur pièces, après avoir entendu le rapport d'un conseiller. Mais ici elle n'a plus la possibilité de remettre sa

1. VIDAL et MAGNOL. *Droit criminel*, p. 960.

Revue de Science Criminelle et de Droit pénal comparé, n° 1, article de M. Ch. BORNET, p. 122.

décision à trois jours comme le lui permet l'article 219 en cas de mise en accusation. Elle doit statuer « immédiatement, toute affaire cessante ».

Par ailleurs, le rapport du conseiller ordonné par la loi du 28 avril 1919 peut indifféremment être écrit ou oral, la loi ne le stipulant pas. Au contraire, l'article 135 précise bien « après avoir *entendu* le rapport d'un conseiller » ; le rapport devra donc être oral.

Il semble difficile de pouvoir concilier l'expression « toute affaire cessante » employée dans l'article 135, avec l'article 225, d'après lequel les juges devront délibérer « sans désespérer », c'est-à-dire ne pas s'occuper d'une affaire avant d'avoir achevé celle qu'ils ont commencé d'examiner. Heureusement que ces dispositions ne sont pas édictées à peine de nullité, et qu'ainsi la chambre pourra statuer tout d'abord sur l'affaire qui lui paraîtra la plus urgente.

La chambre d'accusation peut, dans l'arrêt qu'elle rend, ou bien statuer immédiatement sur le mérite de l'appel interjeté, ou bien ordonner la comparution des parties, ou encore prescrire une mesure préparatoire. C'est ce qui résulte du paragraphe 7 de l'article 135. La chambre a donc toute liberté pour opter dans un sens ou dans l'autre.

Quand elle a ordonné la comparution des parties, l'arrêt rendu est alors préparatoire ; il doit fixer l'audition des parties à une date très rapprochée. C'est alors seulement que s'ouvre le débat au cours duquel le président pourra interroger le prévenu ou la partie civile sur tous les points où il juge que des éclaircissements peuvent être utilement donnés, et les conseils des parties pourront se faire entendre.

La loi du 25 mars 1935, qui avait ainsi corrigé la rédaction de l'article 135, telle qu'elle résultait de

de celle du 7 février 1933 et supprimé l'emploi obligatoire de la procédure contradictoire, a cependant repris la formule de cette loi, quand elle a indiqué dans l'article 116, la procédure qui devrait être suivie devant la chambre des mises en accusation, quand celle-ci statue sur la prolongation de la détention préventive.

Les pièces seront transmises à la Cour accompagnés du rapport du juge d'instruction et de l'arrêt motivé du procureur de la République. Avis de cette communication sera donnée à l'inculpé par la voie du greffe, au défenseur et à la partie civile par lettre recommandée.

Ceux-ci pourront, dans un délai de cinq jours, présenter tels mémoires qu'ils jugeront convenables et le procureur général déposer sur le bureau de la Cour les pièces et son réquisitoire écrit. Si ce dernier les transmet avant l'expiration du délai, il résulte de la disposition de l'article 116, que la chambre devra attendre la fin du délai pour statuer.

La chambre, avant de rendre son arrêt, devra nécessairement, dans tous les cas, entendre le procureur général, l'inculpé et son conseil (1). Nous avons déjà montré que cette formalité n'est pas heureuse.

Dans le cas présent la nécessité s'en faisait encore moins sentir ; la chambre en possession des pièces de la procédure et des mémoires, serait bien assez documentée pour statuer sur une simple prolongation de détention, dont les juges peuvent facilement juger de l'opportunité. De plus, lorsqu'il s'agit d'une affaire importante où il y a plusieurs détenus, dont les dates

1. Il n'est pas fait mention de la partie civile, qui pourtant peut déposer un mémoire. De même qu'en matière d'appel des ordonnances du juge d'instruction, elle devrait être complètement écartée de cette procédure.

d'expiration de la détention sont différentes, le juge d'instruction, à chacune de ces dates, devra se dessaisir du dossier et interrompre l'instruction qui s'en trouvera fortement retardée.

Il est regrettable que le projet du Sénat n'ait pas été adopté ; il aurait permis d'éviter ces allées et venues de l'inculpé entre la Cour et le ressort du juge d'instruction : « La Cour pourra, si elle le juge nécessaire, avant de statuer définitivement, entendre le procureur général, l'inculpé et son conseil, *ou ce dernier seulement* ». L'audition du conseil aurait constitué une garantie des droits de la défense bien suffisante, pour ne pas dire égale à celle que peut représenter la présence de l'inculpé à côté de son défenseur.

Ainsi d'après le texte actuel de la loi, à l'issue de la procédure écrite, s'engagera un débat contradictoire sur le même sujet. C'est là sans doute le maximum de garanties qu'on puisse accorder au prévenu.

CHAPITRE III

Procédure devant le magistrat délégué

La chambre d'accusation, nous l'avons vu, doit dans tous les cas se prononcer immédiatement après le rapport du procureur général, sauf le délai exceptionnel de trois jours que lui accorde l'article 219. Mais lorsqu'elle reconnaît que l'instruction est incomplète, ou lorsqu'elle est saisie en vertu de l'article 235, elle n'a pas à se prononcer immédiatement, elle ordonne une information soit nouvelle dans le cas de l'article 235, soit supplémentaire, dans le cas de l'article 228.

Et comme elle ne peut procéder par elle-même à aucun acte d'instruction, son premier acte doit être de désigner le magistrat qui doit y procéder.

Il en est ainsi quand elle croit devoir user de son droit d'évocation, même s'il résulte des documents produits qu'il existe des charges suffisantes pour renvoyer le prévenu devant la juridiction de jugement. Il doit en être ainsi parce que nul ne doit être mis en prévention sans avoir été mis en demeure de fournir ses explications.

Mais il y a un autre cas dans lequel un magistrat devra être indiqué pour procéder à une nouvelle instruction.

Lorsque des charges nouvelles ayant été découvertes par un officier de police judiciaire ou un juge d'instruction, les pièces en ont été transmises au pro-

cureur général, celui-ci requiert qu'il soit procédé à une instruction nouvelle, et le président de la chambre d'accusation indique le juge qui y procédera, « conformément à ce qui a été prescrit », indique l'article 248 ; c'est-à-dire que cet article renvoie aux explications données en ce qui concerne l'article 235.

Le conseiller délégué est investi de pouvoirs sensiblement inférieurs à ceux du juge d'instruction, et il doit en général suivre les mêmes règles.

Toutefois, bien que l'instruction préparatoire soit nulle lorsqu'elle est close sans que le prévenu ait été interrogé, il n'en est pas de même dans les suppléments d'information ordonnés par les chambres d'accusation. Comme, en règle générale, il ne doit pas être entendu devant ces juridictions, l'inculpé ne doit pas non plus être obligatoirement interrogé, dans une information supplémentaire qui fait partie de la procédure devant la chambre d'accusation. (1)

Mais si l'instruction est dirigée contre un prévenu non compris dans l'information préalable, ou faisant l'objet de charges nouvelles, il doit sous peine de nullité, être interrogé ou avoir été invité à venir présenter ses moyens de défense devant le juge d'instruction (2). Ainsi l'inculpé « ne peut se prévaloir de ce qu'il n'a pas subi d'interrogatoire au cours de l'information supplémentaire, s'il n'allègue pas qu'à aucun moment de la procédure, il n'ait été mis à même de répondre à l'inculpation et de proposer ses moyens de justification » (3).

Et voici une différence capitale avec le juge d'instruction : le magistrat délégué n'a pas à observer

1. Cass., 14 décembre 1905. B. C. n° 553 ; S. 1909, 1, 171.

2. Cass., 8 avril 1892. B. C. n° 104. D. P. 1893, 1, 302.

3. Cass., 14 décembre 1905, déjà cité.

les prescriptions de la loi du 8 décembre 1898 sur l'instruction préparatoire. Elles lui restent étrangères comme elles le sont à l'instruction faite devant la chambre d'accusation. Cette loi qui ne s'applique que jusqu'à ce que le juge d'instruction ait rendu son ordonnance, ne peut en conséquence être appliquée à des actes qui lui sont postérieurs, qui sont faits après l'instruction préalable et par d'autres que le juge d'instruction.

C'est dans ce sens que l'unanimité de la jurisprudence s'est prononcée, dès l'application de cette loi, et elle n'a pas varié depuis (1). Elle se fonde pour soutenir cette interprétation de la loi sur deux considérations qui sont très fortes.

Tout d'abord, si l'on considère les termes mêmes de la loi, les travaux préparatoires et la rubrique qui la termine, il apparaît, sans aucun doute, que le législateur a visé uniquement l'information faite devant le juge d'instruction. Enfin étant donné la sanction rigoureuse que la loi a imposée, on ne peut étendre les prescriptions légales en dehors du cas prévu, puisque les textes de rigueur doivent être interprétés restrictivement.

Cette solution est cependant critiquée par certains auteurs, notamment par messieurs Garraud et Roux, d'après lesquels les prescriptions de la loi de 1897 doivent être généralisées et appliquées à toutes les hypothèses d'instruction antérieure au jugement.

1. Cass., 24 décembre 1898. B. C. n° 378. — 12 mars 1898. S. 1899, 1, 297 et la note de M. ROUX, — 7 juillet 1899. B. C. n° 199. — 8 mars 1901. B. C. n° 76 — 5 décembre 1902. B. C. n° 378. — 20 mars 1903. S. 1905, 1, 249 et note de M. ROUX — 9 mars 1916. B. C. n° 58. — 3 juin 1935. B. C. n° 75; Gaz. Pal. 1935, 2, 349.

En tout cas, la récente loi du 25 mars 1935, dans l'article 116 nouveau *in fine*, ordonne au magistrat chargé de l'instruction d'y procéder en conformité de la loi du 8 décembre 1897. L'article 116 ne vise que le cas où la chambre d'accusation évoque l'affaire quand elle a été saisie pour statuer sur la prolongation de la détention préventive. Cependant la disposition de son dernier alinéa n'est-elle pas plus générale et ne devra-t-elle pas s'appliquer chaque fois que la chambre d'accusation usera de l'article 235 ? C'est ce que soutient M. Leloir, d'après lequel « les termes du dernier alinéa de l'article 116 semblent imposer pour l'avenir une solution contraire à celle de la Cour de cassation » (1).

Mais la Cour de Cassation a, depuis la nouvelle loi, maintenu son interprétation antérieure (2), et la loi du 8 décembre 1897, ne doit toujours pas être appliquée dans les instructions faites par les magistrats délégués par la chambre d'accusation, sauf dans le cas spécialement prévu par l'article 116. Il résulte en effet de ses termes et de sa disposition que le dernier alinéa de cet article ne doit pas être généralisé.

Lorsque le magistrat délégué a terminé l'instruction, il doit, en tant que représentant de la chambre, remettre les pièces au procureur général. Mais il n'a pas à rendre une ordonnance portant conformément à l'article 127, que la procédure est communiquée au procureur de la République. Le procureur général a cinq jours pour faire un rapport puis il transmettra les pièces à la chambre qui rendra un arrêt de règlement après qu'à peine de nullité un nouveau rapport aura été fait par l'un de ses membres (3).

1. D. P. 1936, 4, 21.

2. Cass., 3 juin 1935. B. C. n° 75 ; G. P. 1935, 2, 349.

3. Cass., 10 décembre 1931. B. C. n° 286 ; G. P. 1932, 1, 365.

QUATRIÈME PARTIE

LES ARRÊTS

Les très larges pouvoirs dont dispose la chambre des mises en accusation, lui ont été attribués afin qu'elle puisse procéder au règlement de l'instruction, c'est-à-dire à l'appréciation et à la qualification des faits qui lui sont soumis quand elle est saisie en vertu de l'article 133, ou qu'elle a évoqués après avoir été saisie soit en vertu de l'article 135 pour statuer sur appel, soit en vertu de l'article 116 pour statuer sur le maintien de la détention préventive.

C'est après avoir procédé à cette qualification des faits que la chambre passera au règlement de la compétence, c'est-à-dire désignera quel est le tribunal compétent pour statuer définitivement.

Il y a entre ces deux opérations des rapports absolus de dépendance, puisque le règlement de la compétence « consiste, en effet, uniquement à déduire de la qualification donnée au fait, son corollaire légal, et n'est donc en thèse générale que la stricte application de la déclaration qui détermine le caractère du fait. » (1)

Par conséquent, il ne suffit pas que la chambre d'accusation déclare qu'il existe bien contre tel prévenu des charges suffisantes d'avoir accompli un fait

1. FAUSTIN-HÉLIE, v, n° 2170.

qualifié par la loi crime, délit ou contravention. Il faut encore qu'elle désigne les juges qui seront compétents et qu'elle procède au renvoi de la procédure devant ces juges. Cela résulte des articles 230 et 231. Il faut bien, en effet, que la procédure continue à suivre son cours et que soit désignée la juridiction qui devra connaître de l'affaire au fond.

Cependant lorsque la chambre d'accusation « n'aperçoit aucune trace d'un délit prévu par la loi, ou qu'elle ne trouve pas des indices suffisants de culpabilité », elle ne procédera pas au renvoi, et la procédure se trouvera fermée par un arrêt de non-lieu.

La chambre des mises en accusation peut donc avoir à rendre plusieurs sortes d'arrêts. Il y a tout d'abord les arrêts de plus ample informé, par lesquels la chambre, trouvant l'instruction insuffisante, ordonne un supplément d'information ; les arrêts vidant l'appel contre l'ordonnance du juge d'instruction, en confirmant ou infirmant cette ordonnance ; les arrêts statuant sur le maintien de la détention préventive. Les modalités et le contenu de ces divers arrêts ont déjà été fixés. Nous nous bornerons ici à examiner les arrêts de clôture, qui comprennent deux sortes d'arrêts : les arrêts de non-lieu et les arrêts de renvoi.

Ces arrêts correspondent aux diverses ordonnances de clôture du juge d'instruction.

Mais la chambre des mises en accusation dans la détermination des dispositions de son arrêt de clôture, doit suivre la prescription fixée dans l'article 226 et qui constitue une exception aux règles de la compétence : « La Cour statuera par un seul et même arrêt sur les délits connexes dont les pièces se trouveront en même temps produites devant elle ».

Il faut d'ailleurs ajouter aux délits connexes, que

la loi définit dans l'article 227, les délits indivisibles qui sont commis par plusieurs prévenus à raison du même fait. C'est ce qui arrive dans le cas où il existe un auteur principal et des complices ; tous les prévenus seront renvoyés devant le tribunal compétent pour juger l'auteur principal.

Les procédures connexes et les procédures indivisibles devront donc être jointes, et les prévenus réunis dans un seul débat. Il y aura prorogation de la compétence de la juridiction saisie aux faits connexes et indivisibles. Et ce sera toujours la juridiction la plus haute qui attirera à elle les faits se rattachant au fait principal (1).

Mais l'article 226 ne prescrit à la chambre d'accusation de statuer par un même arrêt sur les délits connexes, que lorsque les pièces se trouvent en même temps produites devant elle. Elle pourra ainsi demander que lui soient transmises les pièces d'une autre affaire dont l'instruction est ouverte dans son ressort et qui est connexe à celle dont elle est saisie, mais elle ne pourrait en aucune façon surseoir à statuer sous prétexte qu'une affaire connexe est instruite dans un autre ressort.

D'autre part, l'article 226 n'est assorti d'aucune sanction ; si le ministère public et les prévenus peuvent demander la jonction ou la disjonction des procédures, la chambre a la possibilité, suivant les circonstances, de repousser ou d'accepter cette mesure. La jonction à raison de la connexité est donc facultative et c'est aux juges à apprécier si elle est ou non utile à la bonne administration de la justice (2).

Enfin la chambre des mises en accusation, lors-

1. Cass., 12 juillet 1934. B. C. n° 137 ; D. H., 510.

2. Cass., 4 avril 1901. B. C. 418. — 17 janvier 1903. B. C. 28.

qu'elle est saisie de faits connexes à la prévention principale, prononce sur ces faits le renvoi ou le non-lieu comme sur la prévention principale ; de plus, s'il n'a pas formé de pourvoi contre son arrêt, l'accusé ne pourrait pas s'élever contre la connexité en Cour d'assises.

Quel que soit l'arrêt rendu par la chambre d'accusation il doit statuer sur tous les chefs de prévention contenus dans l'ordonnance de renvoi, sur tous les chefs de réquisition du ministère public et enfin sur les conclusions déposées par les parties, ces conclusions seraient-elles contenues dans une lettre adressée par le conseil de l'inculpé au président de la chambre (1). Et l'article 234 porte que « les arrêts seront signés par chacun des juges qui les auront rendus ; qu'il y sera fait mention, à peine de nullité, tant de la réquisition du ministère public que du nom de chacun des juges ». Mais il n'est pas exigé que les arrêts soient rendus en présence du ministère public et du greffier ; ils existent par cela seul qu'ils ont été signés par les magistrats qui y ont pris part, et le greffier (2).

1^o LES ARRÊTS DE NON-LIEU

Ce sont les arrêts rendus par la chambre lorsqu'elle estime l'inculpation du juge d'instruction injustifiée en droit ou les charges insuffisances en fait. Ces arrêts seront motivés en droit dans le premier cas et en fait dans le second. Ils devront déclarer que l'instruction ne contient pas d'indices suffisants pour que l'inculpé soit mis en prévention ou en accusation, ou que le fait n'est pas qualifié crime, délit ou contravention.

1. Cass., 20 mars 1903. D. H. 1904, 477.

2. Cass., 22 nov. 1923. B. C. 403.

Aux termes de l'article 229, la Cour, lorsqu'elle rend un arrêt de non-lieu, doit ordonner « la mise en liberté du prévenu, ce qui sera exécuté sur le champ, s'il n'est retenu pour autre cause ». La mise en liberté se produira soit que la chambre statue en cas de transmission du dossier sous prévention de crime, soit qu'elle statue sur un appel à l'ordonnance de mise en liberté rendue par le juge d'instruction. D'ailleurs, il résulte du fait que l'arrêt détruit la cause légale de détention, que la mise en liberté devrait être pratiquée même si elle n'était pas ordonnée dans l'arrêt de non-lieu (1).

L'arrêt de non-lieu doit encore ordonner que soient remises à l'inculpé les différentes pièces saisies sur lui ; et la Cour n'est pas juge d'apprécier si ces pièces sont utiles ou non à l'inculpé.

Mais l'arrêt de non-lieu n'est pas définitif : il peut être frappé d'un pourvoi du ministère public qui seul, d'ailleurs, peut empêcher que l'action publique ne soit pas ainsi éteinte. La partie civile, en effet, n'est pas admise à se pourvoir contre ces arrêts que le seul pourvoi du ministère public peut empêcher d'acquérir autorité de la chose jugée (2).

Dès lors, est non recevable le moyen soulevé par la partie civile et tendant à la nullité pour omission de statuer, d'un arrêt de la chambre d'accusation confirmant l'ordonnance de non-lieu rendue au profit des inculpés (3).

1. FAUSTIN-HÉLIE, v. n° 2178.

2. Cass., 16 octobre 1925. B. C. n° 275 ; S. 1926, 1, 236. — 4 mai 1935. B. C. n° 54 ; D. H. 1935, 415.

La partie civile serait cependant recevable à se pourvoir contre l'arrêt de non-lieu qui l'a condamné à des dommages-intérêts envers le prévenu.

3. Cass., 4 mai 1935, déjà cité.

Mais lorsque le ministère public a formé le pourvoi l'exécution de l'arrêt de non-lieu se trouve suspendue. De sorte que la mise en liberté doit être différée jusqu'à ce que la Cour de cassation ait statué, et même jusqu'à l'expiration du délai de pourvoi, par analogie avec le cas prévu par l'article 135, dernier alinéa. Cependant, les termes de l'article 229 sont très affirmatifs et ne devraient laisser place à aucune extension de ce genre.

Le prévenu, en faveur duquel a été rendu un arrêt de non-lieu, ne peut plus être poursuivi à raison du même fait. Il est protégé par l'autorité de la chose jugée. La chambre d'accusation ayant rendu son arrêt de non-lieu, a épuisé sa propre juridiction, elle s'est dessaisie.

Cependant cette règle admet une exception : lorsque des charges nouvelles contre l'inculpé ont été recueillies, la chambre peut malgré son arrêt de non-lieu, reprendre l'instruction de l'affaire sur laquelle elle avait ainsi déjà statué. En effet, les charges nouvelles peuvent être considérées comme constituant une nouvelle affaire, et l'autorité de la chose jugée n'est pas atteinte puisqu'elle portait uniquement sur les faits connus lors du premier arrêt rendu. Les arrêts de non-lieu rendus par la chambre d'accusation sont donc provisoires, puisque révocables en cas de survenance de charges nouvelles (1).

L'article 247 nous indique que « sont considérées comme charges nouvelles les déclarations des témoins, pièces et procès-verbaux qui, n'ayant pas été soumis à l'examen de la cour royale, sont cependant de nature soit à fortifier les preuves que la Cour aurait

[1. Cass. 30 juillet 1934. G. P. 1934, 2, 549.

trouvées trop faibles, soit à donner aux faits de nouveaux développements utiles à la manifestation de la vérité ».

Mais il est nettement reconnu par la jurisprudence que, contrairement à ce que pourrait laisser croire l'article 248, la chambre d'accusation n'est compétente pour statuer sur les charges nouvelles survenues contre un prévenu qu'autant qu'elle a précédemment connu des charges anciennes, c'est-à-dire qu'autant qu'elle a précédemment statué (1). Il y a d'ailleurs là une atteinte au principe du double degré de juridiction, mais une atteinte qui peut s'expliquer étant donné la connexité existant entre les premières charges et les charges nouvelles.

L'énumération de l'article 247 n'est pas considérée comme étant limitative. Ainsi, il a été admis que des propos échappés au prévenu depuis sa mise en liberté pourraient constituer des charges nouvelles (2).

Le ministère public pourra donc rechercher et faire recueillir sur ses réquisitions, après l'arrêt de non-lieu, tous les faits, toutes les pièces pouvant constituer des charges nouvelles. Puis il requerra que de nouvelles poursuites soient engagées, en saisissant la chambre des charges nouvelles qui ont été recueillies.

Mais le ministère public est-il seul à avoir ce droit, ou le partage-t-il avec la partie civile ?

Cette question a été très discutée en jurisprudence et en doctrine à la suite de l'arrêt du 8 décembre 1906 (3), d'après lequel le dépôt d'une plainte

1. Cass., 1^{er} avril 1927. B. C. n° 90; D. P. 1928, 1, 120.

2. Cass., 17 janvier 1867. B. C. n° 11; D. P. 1867, 1, 357.

3. D. P. 1907, 1, 207.

avec constitution de partie civile produit pour la mise en mouvement de l'action publique les mêmes effets qu'un réquisitoire du ministère public. L'article 63 du Code d'instruction criminelle, tel que l'a interprété cet arrêt, consacre-t-il l'égalité des droits du ministère public et de la partie civile, aussi bien en ce qui concerne la réouverture sur charges nouvelles, qu'en ce qui concerne l'ouverture d'une information originaire ?

C'est par l'affirmative qu'avaient tranché les cours de Paris et de Rouen (1). Mais la Cour de cassation, puis après renvoi, les chambres réunies de la Cour de cassation ont définitivement tranché en sens inverse (2). En effet, le droit donné par l'article 63 à la partie civile de mettre l'action publique en mouvement, doit être considéré comme un cas exceptionnel et être interprété restrictivement. D'ailleurs, si la victime peut porter plainte, c'est à raison des faits par lesquels elle a été lésée, et non à raison des charges de nature à faire imputer ces faits à celui qu'elle a dénoncé. Or, la survenance des charges nouvelles ne peut être considérée comme un nouveau fait lésant la partie civile, lui apportant un préjudice quelconque (3). D'autre part, il y aurait à craindre, en laissant à la partie civile le droit de provoquer la réouverture des informations, qu'elle n'en abuse en éternisant le combat judiciaire, sous prétexte de charges nouvelles sans portée aucune. « La loi en confiant au ministère public seul le soin d'apprécier la valeur des charges nouvelles, a voulu lui conférer

1. Rouen, 20 février 1930. D. P. 1930, 2, 70. — Note de M. FRÉJAVILLE.

2. Cass., 16 novembre 1929. D. P. 1929, 1, 435 et la note de M. FRÉJAVILLE. — Chambres réunies, 29 janvier 1931. D. P. 1931, 1, 89. — Rapport de M. le Conseiller MORNET.

3. Voir le rapport de M. le Conseiller MORNET sous l'arrêt des Chambres réunies.

la surveillance des réouvertures pour le bien général. Elle entend qu'ici le ministère public conserve son contrôle, qu'on ne puisse sans lui, malgré lui, encombrer, bloquer le cabinet du juge, d'informations jamais terminées » (1).

Ainsi l'arrêt de non-lieu rendu par la chambre d'accusation et par lequel elle a épuisé sa propre juridiction ne verra atteinte l'autorité de la chose jugée qui lui appartient, que dans les seuls cas où le ministère public aura estimé qu'il existe réellement des charges nouvelles capables de modifier la décision intervenue primitivement, déclarant qu'il n'y avait pas lieu à poursuivre.

2^o ARRÊTS DE RENVOI

Lorsque la chambre des mises en accusation estime au contraire que les faits dont elle a été saisie et qui peuvent être les charges nouvelles révélées après un arrêt de non-lieu, constituent bien une infraction prévue par la loi, et que les indices de culpabilité sont suffisants, elle devra renvoyer l'inculpé devant le tribunal compétent en vertu des qualifications données par elle aux faits.

La qualification est en effet la base de la compétence, c'est parce que la chambre d'accusation a déclaré que le fait constitue une contravention, un délit ou un crime que la Cour d'assises, le tribunal correctionnel ou le tribunal de simple police sera compétent.

Ainsi la chambre d'accusation, dès lors qu'elle ne ferme pas la procédure par un arrêt de non-lieu,

1. Conclusions du Procureur Général MATTER, sous l'arrêt des Chambres réunies, déjà cité.

doit en assurer le cours en désignant et en saisissant le tribunal compétent, et en renvoyant la procédure devant lui.

Et la chambre d'accusation, quand elle désigne ainsi le juge compétent doit, dans le règlement auquel elle procède, appliquer les règles légales de la compétence ; elle ne peut en aucune façon les modifier et transporter les affaires d'un tribunal à un autre. L'article 230 porte en effet que la Cour « prononcera le renvoi devant le tribunal compétent ».

D'ailleurs, la décision de la chambre d'accusation sur ce point est simplement indicatrice, et non attributive de juridiction (1). C'est pour ce motif qu'elle ne peut être l'objet d'un recours en cassation quant à ceux de ses chefs qui ordonnent le renvoi (2).

Et si la chambre d'accusation renvoie le prévenu devant le tribunal de simple police, celui-ci devra être mis en liberté. Il en est de même dans le cas de renvoi devant le tribunal correctionnel, si le délit n'entraîne pas la peine de l'emprisonnement.

Enfin si la chambre d'accusation estime les charges suffisantes pour motiver la mise en accusation, elle ordonne, suivant les termes de l'article 231, « le renvoi du prévenu aux assises ». Et l'arrêt de renvoi doit désigner et saisir la Cour d'assises du département auquel appartient le tribunal dans lequel a été faite l'instruction.

Mais, dans ce cas l'arrêt est attributif de juridiction, si bien que l'inculpé ne pourrait soulever devant la Cour d'assises l'exception d'incompétence *ratione loci* (3).

1. Cass., 16 juin 1900. B. C. 217.

2. Cass. 5 janvier 1935. B. C. n° 5 ; G. P. 1, 939. — 12 avril 1935. G. P. 1935, 1, 939 — 10 mai 1935. B. C. n° 56 ; S. 1936, 1, 233.

3. Cass., 30 juillet 1921. B. C. n° 326.

Cependant, lorsqu'après cassation l'affaire a été portée devant une autre chambre d'accusation, cette chambre doit nécessairement déférer l'affaire à une Cour d'assises de son ressort. Elle ne pourrait désigner la Cour d'assises du lieu du crime, située en dehors de son ressort, sans violer les règles de compétence. Alors pour éviter un règlement de juges, la Cour de cassation a la possibilité de désigner la Cour d'assises qui sera chargée de statuer sur le fond de l'affaire (1).

C'est à partir de la date à laquelle est rendu l'arrêt de renvoi en Cour d'assises, que l'inculpé devient un accusé. Dans cet arrêt est insérée une ordonnance de prise de corps que la chambre décerne contre l'accusé, suivant les prescriptions de l'article 232. Cet article ajoute que cette ordonnance doit contenir les noms, prénoms, âge, lieu de naissance, domicile et profession de l'accusé, et en outre, et ce à peine de nullité, l'exposé sommaire et la qualification légale du fait objet de l'accusation. En ce qui concerne l'exposé sommaire, il a été jugé qu'il peut se trouver aussi bien dans l'arrêt de renvoi qui précède l'ordonnance de prise de corps (2).

Enfin, d'après l'article 233, l'arrêt doit « contenir l'ordre de conduire l'accusé dans la maison de justice établie près la cour où il sera renvoyé ».

Mais rien ne s'oppose à ce que la chambre d'accusation qui a ainsi ordonné son arrestation, n'accorde à l'accusé sa mise en liberté provisoire jusqu'à la veille de sa comparution devant la Cour d'assises. En effet, l'article 126, dans sa rédaction de la loi du 25 mars 1935, porte : « Toutefois, s'il a été mis en

1. Cass., 13 décembre 1894. B. C. n° 317.

2. Cass., 3 janvier 1901. D. P. 1902, 5, 383. — 3 novembre 1906. B. C. 388.

liberté provisoire ou s'il n'a jamais été détenu au cours de l'information, il aura la faculté de se constituer seulement la veille de l'audience. » La loi de 1935 a heureusement modifié sur ce point le texte de la loi du 7 février 1933, qui accordait cette faculté seulement à l'accusé qui avait déjà été mis en liberté provisoire, si bien que l'accusé qui n'avait jamais été incarcéré, était moins favorablement traité. Cette rédaction défectueuse avait été unanimement critiquée (1).

Ainsi résulte-t-il du texte de la loi de 1935 que l'ordonnance de prise de corps contre un inculpé non détenu est suspendue jusqu'à la comparution en Cour d'assises pour le cas où l'accusé ne se constituerait pas la veille de l'audience. Il en serait de même, et l'ordonnance de prise de corps serait ramenée à exécution, si, dûment convoqué au greffe et sans motif légitime, l'accusé ne se présentait pas au jour fixé pour être interrogé par le président de la Cour d'assises.

Ces diverses règles ont pour but d'assurer l'application du principe d'après lequel les accusés en Cour d'assises comparaissent nécessairement en état de détention.

1. Voir en particulier l'article de M. ANCELY, dans la *Revue Pénitentiaire*, 1933, p. 96.

CONCLUSION

Si, au terme de cette rapide étude de la chambre des mises en accusation, nous cherchons quelles sont les idées générales qui s'en dégagent, nous constatons tout d'abord qu'elles sont groupées autour d'un point commun : la chambre d'accusation est une juridiction tout à fait originale, aux caractères très particuliers et que l'on chercherait vainement dans les juridictions voisines, saisies antérieurement ou postérieurement à elle.

La procédure, et cela malgré les quelques modifications récemment apportées par le législateur, n'en reste pas moins dans son ensemble et dans la majorité des cas une procédure à base entièrement inquisitoire, c'est-à-dire écrite, secrète et non contradictoire, ces trois caractères étant restés intacts depuis 1808. Or, depuis la loi du 8 décembre 1897, aucune autre juridiction dans notre droit criminel actuel ne voit régler ses débats de cette manière. La chambre d'acusation est donc la seule juridiction qui ait conservé cette procédure archaïque et c'est là une grande originalité.

Mais y a-t-il lieu de le regretter ? De nombreux projets de réforme ont été proposés, et leur but à tous est l'introduction du principe de l'instruction contradictoire devant la chambre des mises en accusation.

Nous ne pensons pas que cette réforme soit nécessaire. La chambre d'accusation, dans sa fonction principale, étant une juridiction préliminaire, ayant à apprécier la gravité des indices de culpabilité et à

qualifier le fait incriminé, il en résulte qu'elle peut très sûrement statuer sur pièces et que la présence du prévenu à l'audience serait généralement inutile.

Cependant, il se peut que, dans certains cas, des éclaircissements puissent être utilement demandés à l'inculpé ; c'est pourquoi nous croyons qu'il serait bon de généraliser la disposition de la loi du 25 mars 1935 en ce qui concerne la procédure suivie en cas d'appel d'une ordonnance du juge d'instruction : c'est-à-dire que la chambre d'accusation aurait la possibilité, et seulement lorsqu'elle-même le jugerait utile à la manifestation de la vérité, d'entendre le prévenu ou son conseil. Cela aurait aussi une conséquence intéressante ; celle d'unifier la procédure suivie devant la chambre d'accusation, en conciliant les deux solutions extrêmes. Mais cette audition du prévenu, si elle était rendue obligatoire dans tous les cas, aurait, comme nous l'avons déjà montré, pour seuls effets de créer de gros frais et d'amener une perte de temps appréciable, sans entraîner, en règle générale, une meilleur défense des prévenus.

Une autre constatation s'impose à la suite de l'examen des caractères de la chambre des mises en accusation : c'est le remarquable développement pris par cette juridiction depuis sa création, alors qu'elle devait seulement remplacer dans son étroite fonction, le jury d'accusation reconnu inapte.

Les diverses fonctions qui sont venues s'ajouter à celle-là ont fait de la chambre d'accusation, comme on l'a dit, « le centre d'instruction de toutes les affaires criminelles du ressort ». Cette formule n'a jamais été aussi exacte qu'elle l'est à l'heure actuelle. Son rôle de conciliatrice entre les exigences de l'ordre et de la sûreté publique, et les droits et les libertés des individus, s'est trouvé très heureusement accru, quand

la loi du 25 mars 1935, soumettant à sa haute autorité les prolongations de détentions préventives supérieures à deux mois et demi, a fait d'elle ce qu'on peut appeler l'arbitre suprême de toutes les questions relatives à la liberté individuelle.

Le soin et l'impartialité que les magistrats qui la composent mettent à remplir leurs diverses fonctions, expliquent la confiance que le législateur a ainsi manifesté à l'égard de la chambre des mises en accusation. Il est normal d'ailleurs que cette juridiction, qui est spécialisée dans les affaires criminelles, ait à statuer sur toutes les questions délicates qui peuvent se poser dans la période de l'instruction préparatoire, et spécialement sur celle qui mérite le plus ce qualificatif, la détention préventive des individus.

Mais il y a lieu de souhaiter que le législateur qui charge ainsi la chambre d'accusation de fonctions toujours nouvelles, se rende compte qu'elle devrait maintenant tout comme les autres chambres de la Cour d'appel, avoir son existence propre, être composée de magistrats qui lui seraient uniquement attachés. Il est vrai que cela irait contre son goût actuel des compressions, puisqu'il en résulterait une augmentation du nombre des conseillers. Cela aurait, cependant, sans aucun doute, comme conséquence pour cette juridiction, un accroissement très net de son autorité et de son prestige, et la possibilité d'examiner d'une manière plus approfondie encore les délicats problèmes qui lui sont soumis.

De plus, le législateur ne doit pas s'arrêter dans la voie qu'il a suivie et il nous semble qu'il y a encore des cas, en matière d'instruction, dans lesquels l'intervention de la chambre d'accusation aurait les plus heureux effets.

Il y a en particulier des circonstances dans lesquelles cette intervention aurait le gros avantage de faire respecter le principe de la séparation des pouvoirs de poursuite et d'instruction qui est le gardien de tous les intérêts publics et privés.

Ainsi lorsqu'une information est arrêtée par un empêchement du juge d'instruction, c'est, d'après la jurisprudence actuelle (1), au ministère public qu'il appartient de désigner le juge d'instruction qui suppléera son collègue empêché.

Il y a là une règle qui peut avoir des conséquences regrettables au point de vue de l'indépendance des fonctions d'instruction. C'est la chambre d'accusation qui devrait être compétente dans un incident de ce genre parce qu'elle possède dans sa plénitude la fonction d'instruction et que cela éviterait d'aller à l'encontre de la séparation des pouvoirs.

C'est bien encore contre ce principe que s'exerce le droit de surveillance du procureur général sur les actes du juge d'instruction, autres que ceux qu'il accomplit en tant qu'officier de police judiciaire. Il est étrange de voir donner ce droit à celui qui est le chef du procureur de la République partie principale au procès. La doctrine, à la suite de Faustin-Hélie, s'est élevée contre cette surveillance de l'exécutif sur les actes d'instruction. Comme il y a lieu cependant de maintenir au-dessus du magistrat instructeur, étant donné sa fonction particulièrement délicate, un organe chargé de ce droit de surveillance, il semble tout indiqué de le confier à la chambre des mises en accusation, qui offrirait là encore toutes les garanties

1. Paris, 7 décembre 1898. S. 1901. 2. 305, et la note de M. Roux. — Cass. 12 décembre 1925, B. C. n° 344.

désirables d'indépendance et de compétence, et qui le joindrait au droit de surveillance sur les instructions en cours, qu'elle possède déjà.

Quelles que soient les modifications qui puissent être apportées à la chambre des mises en accusation, dans son organisme, dans ses fonctions ou dans sa procédure, la puissance du rôle de cette juridiction en matière d'instruction est déjà actuellement considérable et la place qu'elle y occupe est prépondérante. Elle est devenue la garantie la plus haute et le fondement le plus sûr de la justice pénale.

Le 3 mars 1937.

VU :

VU :

Le Doyen,

Le Président de la Thèse,

H. NEZARD.

B. PERREAU.

VU et Permis d'Imprimer.

Caen, le 4 mars 1937.

Le Recteur,

R. DELTHEIL.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES DIVERS

- BINET. — *La protection de la liberté individuelle contre les arrestations et détentions arbitraires*. Thèse, Nancy, 1936.
- BOURGUIGNON. — *Jurisprudence des Codes Criminels*, 1825, 3 volumes in-8°.
- CARNOT. — *Code d'Instruction Criminelle*, 2^e édition, 4 volumes, 1829-1830.
- DIOR. — *Des Juridictions d'Instruction*, Thèse, Paris, 1901.
- ESMEIN. — *Histoire de la Procédure Criminelle en France*, 1 volume in-8°, 1882.
- FÉQUANT. — *De la Chambre des Mises en Accusation*. Thèse, Paris, 1901.
- GARRAUD (René). — *Traité théorique et pratique du Droit Pénal Français*, 3^e édition, 5 volumes in-8°, 1913-1924.
— *Précis de Droit criminel*, 14^e édition, 1 volume in-8°, 1926.
- GARRAUD (René) et GARRAUD (Pierre). — *Traité théorique et pratique d'Instruction Criminelle et de Procédure Pénale*, 6 volumes in-8°, 1907-1929.
- FAUSTIN-HÉLIE. — *Traité de l'Instruction Criminelle*, 2^e édition, 8 volumes in-8°, 1866-1867.
- FAUSTIN-HÉLIE et DEPEIGES. — *Pratique Criminelle des Cours et Tribunaux*, 2 volumes in-8°, 1928.
- JOUSSE. — *Traité de la Justice Criminelle*. Paris, 1771.
- LABORDE. — *Cours élémentaire de Droit Criminel*, 1 volume in-8°, 1891.
- LAPÉYRE (André). — *La détention préventive et la liberté provisoire au cours du procès pénal*. — Thèse, Toulouse, 1936.

LEGRAVEREND. — *Traité de Législation Criminelle en France.* — 3^e édition. 2 volumes in-4°, 1830.

LE POITTEVIN. — *Dictionnaire-Formulaire des Parquets.* 5 volumes in-8°, 1928.

— *Code d'Instruction Criminelle annoté.* 2 volumes in-4°, 1911-1926.

MANGIN. — *Traité de l'Instruction écrite et du Règlement de la Compétence en matière Criminelle.* 3 volume in-8°, 1847.

— *Traité de l'Action Publique et de l'Action Civile.* 3^e édition. 2 volumes in-8°, 1876.

MUYART DE VOUGLANS. — *Instruction Criminelle.* 1767, in-4°.

MORIZOT-THIBAUT. — *De l'Instruction Préparatoire.* 1906, in-8°.

ORTOLAN. — *Eléments de Droit Pénal.* 5^e édition, 2 volumes in-8°, 1886.

ROUX. — *Cours de Droit Criminel Français.* 2^e édition, 2 volumes in-8°, 1927.

TRÉBUTIEN. — *Cours Elémentaire de Droit Criminel.* 2^e édition, 2 volumes in-8°, 1884.

VALLET. — *Commentaire pratique de la Loi du 8 décembre 1897-1898,* in-8°.

VIDAL et MAGNOL. — *Cours de Droit Criminel et de Science Pénitentiaire,* 8^e édition, in-8°, 1935.

— *Supplément sur la Loi du 25 mars 1935.*

II. — RÉPERTOIRES

DALLOZ. — *Répertoire méthodique et alphabétique de Législation de Doctrine et de Jurisprudence.* — *Instruction Criminelle,* T. 28.

— *Son supplément.* — *Instruction Criminelle.* T. 9.

— *Répertoire pratique de Législation, de Doctrine et de Jurisprudence.* T. IV. Cours et Tribunaux, p. 70. — T. VII. *Instruction Criminelle,* p. 212. — *Liberté individuelle,* p. 660.

— *Code d'Instruction Criminelle annoté,* 1898.

FUZIER-HERMAN. — *Répertoire Général alphabétique du Droit Français*. T. x, p. 73. — *Chambre d'accusation*.
— *Son supplément*. T. III, p. 129 : T. IX, p. 21. — *Liberté provisoire*.

III. — ARTICLES DE REVUES

- LOIS NOUVELLES, 1935, 1^{re} partie, p. 69 et ss. : F. GOYET, *Commentaire de la Loi du 25 mars 1935*.
- RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DÉCRETS, 1935, 1^{re} partie, p. 137 et ss, Albert VIATTE, *Commentaire de la Loi du 25 mars 1935*.
- REVUE CRITIQUE DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE, 1898, p. 565. — Louis KAHN : *La Loi du 8 décembre 1897 et l'Instruction supplémentaire*.
- REVUE DE SCIENCE CRIMINELLE ET DE DROIT PÉNAL COMPARÉ, 1936, n° 1. — Charles BORNET : *Le rôle et la procédure de la chambre des mises en accusation en matière de détention préventive*, p. 119.
— Georges LELOIR. — *Une réforme inaperçue*, p. 21.
- REVUE PÉNITENTIAIRE, 1898, p. 1220. — M. A. LE POITTEVIN, *Discussion du rapport sur la défense dans l'Instruction préparatoire*.
— 1933, p. 96. — René ANCELY, — *Les garanties de la liberté individuelle*.
- Dalloz périodique, 1936. IV, p. 21. — *Commentaire de la loi du 25 mars 1935*, par M. G. LELOIR.

IV. — NOTES DE JURISPRUDENCE

- Cass., 12 mars 1898, note de M. ROUX au Sirey, 1899, I, 297.
Paris, 7 décembre 1898, note de M. ROUX au Sirey, 1901, II, 305.
Cass., 20 mars 1903, note de M. ROUX au Sirey 1905, I, 249.
Cass., 27 juillet 1907, note de M. ROUX au Sirey, 1909, I, 169.
Cass., 14 juin 1913, note de M. ROUX au Sirey, 1917, I, 177.
Cass., 24 mars 1926, note de M. FONTANGES au D. P., 1927, I, 165.

Cass., 16 novembre 1929, note de M. FRÉJAVILLE au D. P., 1929,
I, 145.

Rouen, 20 février 1930, note de M. FRÉJAVILLE au D. P., 1930,
II, 70.

Cass., 4-27 février 1932, note de M. G. LELOIR au D. P., 1933,
I, 127.

Cass., 2-15 février 1934, note de M. G. LELOIR au D. P., 1934¹
I, 168.

Cass., 10 mai 1935, note de M. J. A. ROUX au Sirey, 1936, I, 233.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.

<i>Idées générales</i>	7
<i>Historique</i>	8
<i>Plan</i>	15

Première Partie.

<i>Composition et organisation de la Chambre des Mises en Accusation</i>	17
--	----

Deuxième Partie.

<i>Attributions de la Chambre des Mises en Accusation</i> ..	25
--	----

CHAPITRE I. — LA MISE EN ACCUSATION.....

1 ^o Examen de la compétence	28
2 ^o Examen de la procédure	30
3 ^o Examen du fond	32
4 ^o Qualification	35

CHAPITRE II. — Appel des ordonnances du

<i>Juge d'Instruction</i>	38
---------------------------------	----

1^o EXAMEN DE LA FORME DE L'APPEL

I. Ordonnances sujettes à appel	40
II. Personnes qui peuvent appeler	41
III. Délais de l'appel	49
VI. Formes de l'appel	51

2^o EXAMEN DU FOND DE L'APPEL

Condamnation de la partie civile qui succombe à des dommages-intérêts envers le prévenu	54
---	----

CHAPITRE III. — RÉGLEMENTATION DE LA

DÉTENTION PRÉVENTIVE	60
----------------------------	----

CHAPITRE IV. — EVOCATION. — HAUTE SURVEILLANCE DE L'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE.	67
1 ^o Pouvoirs du magistrat délégué.....	71
2 ^o Conditions d'exercice des droits de la Chambre d'Accusation.....	75
3 ^o Droits de la Chambre d'Accusation, variant suivant la façon dont elle a été saisie.....	76

Troisième Partie.

<i>La procédure devant la Chambre des Mises en Accusation.....</i>	79
--	----

CHAPITRE I. — LA PROCÉDURE DU CODE DE 1808.....	81
1 ^o Mise en état.....	81
2 ^o Procédure devant la Chambre.....	85

CHAPITRE II. — NOUVELLES PROCÉDURES DES LOIS DES 7 FÉVRIER 1933 ET 25 MARS 1935.	91
1 ^o Procédure quand la Chambre statue sur appel à une ordonnance du juge d'instruction.....	91
2 ^o Procédure quand elle statue sur la prolongation de la détention préventive.....	94

CHAPITRE III. — PROCÉDURE DEVANT LE MAGISTRAT DÉLÉGUÉ.....	96
--	----

Quatrième Partie.

<i>Les arrêts de la Chambres des Mises en Accusation....</i>	101
1 ^o Les arrêts de non-lieu.....	104
La reprise de l'instruction sur charges nouvelles.....	106
2 ^o Les arrêts de renvoi.....	109

Conclusion.....	114
-----------------	-----



